

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2728 - MARDI 4 OCTOBRE 2016

PARC AGRO-INDUSTRIEL
DE BUKANGA-LONZOLes agriculteurs
s'accordent à un
droit d'inventaire

Le programme de construction des vingt et un sites agro-industriels à travers la RDC ne peut pas se poursuivre sans une évaluation préalable de l'importance, des résultats, de la plus-value réelle et de l'impact tant sur les communautés que sur l'agriculture familiale du projet pilote de Bukanga-Lonzo, ont fait savoir les

milieux paysans de la RDC. Le 6 octobre, il se tiendra au Béatrice Hôtel le premier dialogue multi-acteurs sur ce thème.

Il s'agit d'une journée de réflexion initiée par le Cadre de concertation de la société civile sur le foncier à travers la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo, avec l'appui de l'ini-



Mise en terre des premières graines de maïs à Bukanga-Lonzo

tiative des droits et ressources. En chiffres, Bukanga-Lonzo re-

présentera un investissement de 500 millions de dollars américains d'ici à 2020. [Page 12](#)

PRÉSIDENTIELLE

La Céni la repousse
en novembre 2018

Cornelle Naanga

« La convocation de l'électorat pour les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales en une seule séquence interviendra en novembre 2017 ». C'est l'essentiel du message que le président de la Céni a transmis aux délégués au dialogue le 1er octobre. L'or-

ganisation de la présidentielle est, de ce fait, repoussée jusqu'à novembre 2018. L'adoption par le Parlement de la loi sur la répartition des sièges par circonscription en fonction du nouveau fichier est la première étape d'un processus laborieux qui nécessite d'importants moyens financiers.

D'après la Céni, cinq cents quatre jours à partir du 31 juillet 2017 sont suffisants pour faire face aux contraintes techniques liées à l'organisation des scrutins avec un nouveau fichier électoral comptant près de quarante-cinq millions d'électeurs. [Page 13](#)

JUSTICE

FFJ salue la libération
du journaliste burundais
Egide Mwemero

L'organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), salue la libération depuis le 1er octobre, d'Egide Mwemero, journaliste à la Radio publique africaine, une station émettant à Bujumbura, au Burundi. Ce professionnel de médias accusé par le parquet d'espionnage et séjour irrégulier en RDC, a été écroué pendant près d'une année sur le

territoire congolais. Il était détenu dans les geôles de l'ex-prison de Makala à Kinshasa depuis dix mois après avoir été arrêté à Uvira, ville congolaise frontalière avec le Burundi, indique-t-on.

« Les autorités provinciales avaient justifié son arrestation pour des raisons sécuritaires et accusé la radio de propager des propos menaçant sérieusement la paix au Burundi », a expliqué l'ONG. [Page 13](#)

DIVISION 1- PHASE DES GROUPES

V.Club soumet
Dragons, Mazembe
domine Don Bosco

La phase des poules du championnat national de football a bel et bien démarré dans la zone de développement ouest. En match de la deuxième journée, l'AS V.Club a difficilement battu le 2 octobre au stade des Martyrs de Kinshasa l'AS Dragons par un but à zéro. En première rencontre, le CS Rojolu et l'AS Veti Club se sont neutralisés par zéro but partout. De son côté, Mazembe a bien débuté la phase de poules avec une large victoire face à Don Bosco.

Dans la zone de développement est, Capaco de Beni s'est incliné face à Muungano par zéro but à un.. Et Nkoy de Maniema a fait match à égalité d'un but partout avec Bukavu Dawa du Sud-Kivu. Rappelons que le CS Makiso de Kisangani a écopé d'un forfait contre l'OC Muungano en première journée à la suite de son absence à Bukavu le jour du match. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Sécurité

Les violences que subissent à nouveau les populations d'une partie du département du Pool sont là pour confirmer, s'il en était besoin, que la sécurité intérieure du Congo doit figurer plus que jamais en tête des priorités de la Nouvelle République. Elles rappellent à ceux qui étaient tentés de l'oublier, ou qui voulaient gommer cette évidence pour des raisons basées sur des intérêts politiques, que la paix civile commande toutes les avancées, tous les progrès auxquels notre peuple aspire à juste titre.

Ce qui précède est d'autant plus vrai que derrière l'homme qui se fait appeler « Pasteur Ntoumi » se cachent, du moins semble-t-il, des responsables politiques dont certains ont joué un rôle dans les terribles violences qui émaillèrent les guerres civiles de 1997 et 1998. Il revient bien évidemment à la justice de dire ce qu'il en est réellement, mais les informations qui remontent en cascade vers nous laissent peu de doutes sur ces implications dans les événements présents.

Ce que démontre de façon accablante la nouvelle dérive de Frédéric Bintsamou est le fait que seul un Etat fort, respectueux des libertés publiques mais organisé pour préserver l'ordre public contre ceux qui tentent de le briser, peut combattre efficacement et, mieux encore, prévenir les « fous de dieu ». Chez nous comme au Mali, en Libye, en Irak, en Syrie, en Afghanistan et ailleurs dans le monde vivent des hommes qui se croient supérieurs au point d'asservir sans pitié ceux qui les entourent et d'user de la pire cruauté pour parvenir à leurs fins. Le tout, cela va de soi, pour satisfaire leurs ambitions personnelles, combler leur ego démesuré, assouvir leurs instincts les plus bas.

Ne nous faisons donc pas d'illusion : la seule réponse possible aux terribles déviations qui se produisent sous nos yeux est celle que garantit l'Etat de droit dans lequel nous vivons. Avec, d'un côté, la force publique dans toutes ses composantes – police, gendarmerie, armée, mais aussi renseignement – et, de l'autre, la justice à qui revient la double mission d'établir la vérité et de sanctionner les auteurs des troubles à l'ordre public.

Les citoyens congolais attendent avec angoisse, avec impatience aussi que prennent fin les exactions commises dans le Pool.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU POOL

La DRD préoccupée par la situation sécuritaire

Dans une déclaration rendue publique le 2 octobre à Brazzaville, la Dynamique républicaine pour le développement (DRD) que préside Hellot Matson Mampouya a condamné les actes ignobles, criminels et barbares perpétrés dans le Pool ; ainsi que leurs auteurs.

La DRD déplore, en outre, la perturbation récurrente des cycles scolaires dans cette partie du pays, depuis près de deux décennies. « Cette situation grave a condamné à l'analphabétisme plusieurs générations de nos enfants, créant ainsi un terreau propice aux mar-

ginaux. La DRD s'indigne du recours irrationnel à certaines forces rétrogrades exhumées opportunément pour des besoins électoraux et les ambitions personnelles, plongeant le Pool dans la désolation », a déclaré Hellot Matson Mampouya.

La DRD, a-t-il poursuivi, exprime sa compassion et sa solidarité à l'ensemble de toutes ces populations en détresse. Il formule, a-t-il dit, le vœu d'un règlement rapide de cette situation et invite, en conséquence, le gouvernement congolais à prendre toutes les dispositions qui

s'imposent pour soulager les populations en détresse et ramener la paix et la solidarité dans cette partie du pays.

« La DRD en appelle à un sursaut général des filles et fils du Pool afin que soit éradiquée définitivement l'existence des groupes armés, de même que la détention d'armes et munitions de guerre par les civils dans le Pool en particulier, et dans l'ensemble du pays, en général. Les groupes armés finissent par échapper au contrôle et provoquer des drames et tragédies », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

Le bilan de l'attaque d'un train de marchandises par des ex-ninjas s'alourdit

L'attaque d'un train de marchandises par les ex-miliciens Ninjas, vendredi après-midi, à la gare ferroviaire de Mindouli, à environ 200 km au sud de Brazzaville, a causé la mort d'au moins 14 personnes, a-t-on appris samedi de source sécuritaire.

Les 14 morts sont en majorité des agents de la force publique congolaise qui convoiaient le train. D'après des témoignages, les ex-miliciens ont d'abord tiré sur le conducteur pour immobiliser le train et ensuite visé les agents de la force publique, avant de prendre la fuite.

Samedi, les corps des victimes disposés à Mindouli étaient sur le point d'être rapatriés sur Brazzaville par les sapeurs-pompiers dépêchés sur les lieux. Une colonne de fumée noire se dégageant du train était perceptible dans la localité de Mindouli qui s'est vidée d'une partie de ses habitants.

Cette incursion des ex-miliciens Ninjas est la deuxième, en l'espace de soixante-douze heures. Dans la nuit de jeudi dernier, ces derniers avaient tiré sur un bus de transport en commun et sur une ambulance, entre les localités de Voula et Siassia, à environ 40 km au sud de Brazzaville, tuant trois personnes dont deux soldats des Forces Armées Congolaises.

Depuis quelques mois, la force publique est déployée dans le département du Pool, à la recherche de l'ancien chef rebelle Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntoumi et deux de ses proches. Considérés comme les instigateurs des attaques meurtrières menées par les ex-ninjas le 4 avril dernier dans les quartiers sud de Brazzaville, les trois hommes sont sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par le procureur de la République.

Les Dépêches de Brazzaville

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de

service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustine Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430,

commune de la Gombe /

Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani

Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farell Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces

: Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia

Assistante : Sylvia Adhbas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial

Mombongo

Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo

Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.

Astrid Balimba, Magloire NZONZIB..

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo /

Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

3^e ÉDITION DU FORUM SUR LES SCIENCES DE GESTION

Les participants entendent contribuer à la prise de conscience des acteurs économiques

Les anciens étudiants de l'Institut supérieur de gestion (ISG) organisent depuis le 30 septembre à Brazzaville, en collaboration avec la fondation Perspectives d'avenir, la 3^e édition du forum sur les sciences de gestion.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur de cabinet du ministre des Postes et télécommunications, Alain Bernard Ewengué. Cette 3^e édition se tient sur le thème : « *Les sciences de gestion gage de la bonne gouvernance au Congo* ». Prennent part à cette rencontre, les universitaires, étudiants et chefs d'entreprises. « *Un accent particulier sera mis au niveau des responsables politico-administratifs dirigeant les entreprises publiques et des établissements publics à caractère administratifs* », a indiqué le président du comité d'organisation de ce forum, Sosthène Fortuné Essanabouli.

Mettre à la disposition des étudiants, cadres, chercheurs, chefs d'entreprises et décideurs politico-administratifs un espace d'échanges sur le rôle et la place des sciences de gestion au sein des administrations et entreprises existantes; contribuer à la prise de conscience des décideurs et des acteurs économiques sur l'impact des sciences de gestion dans la bonne gouvernance des administrations et entreprises du Congo sont, entre autres, les objectifs que poursuit ce rendez-vous.

« *La lourde responsabilité du développement du Congo n'incombe plus qu'aux responsables politiques et administratifs. La prise de conscience, l'accès à l'information et l'urgence d'une responsabilisation de tous doit se traduire dans une action volontaire* », a conclu Saustène Fortuné Essanabouli.

Lopelle Mboussa Gassia

ELECTIONS LÉGISLATIVES 2017

Le Front patriotique affûte ses armes

Créé il y a dix mois, le Front patriotique (F.P) que dirige Destinée Hermella Doukaga affûte déjà ses armes dans la perspective des élections législatives de l'année prochaine.

Cette formation politique a tenu le 2 octobre à Brazzaville, une assemblée générale extraordinaire à l'issue de laquelle, les membres présents ont mis en place un secrétariat national de dix-neuf membres et une Commission de suivi et d'évaluation de cinq membres, présidée par Dannick Massamba.

Dans son mot de circonstance, le secrétaire général Churchy Locko Kaya a remercié la présidente du parti et ses collègues pour leur marque de confiance à son égard. Il leur a demandé, par ailleurs, de bien vouloir lui prêter mains fortes dans l'accomplissement de sa délicate mission.

L'orateur a, en outre, pris l'engagement de se conformer aux textes fondamentaux qui régissent le F.P. Churchy Locko Kaya a invité, par la même occasion, tous les membres du parti à inscrire leurs actions dans l'optique de créer une nation forte comme le souhaite la



Destinée Hermella Doukaga (DR)

devise de leur organisation, à savoir : Front patriotique, pour une nation forte.

Prenant la parole à son tour, le président du présidium des travaux préparatoires de l'assemblée générale extraordinaire, Rolin Tsimba-Ikany a appelé ses collègues à regarder dans la même direction afin que triomphent les valeurs de justice, de solidarité, de paix, de culture démocratique, de méritocratie... que prône leur organisation.

« *Il s'agit désormais de faire*

la politique autrement et d'opter pour de nouvelles mœurs propices à la rénovation profonde de la vie politique, entraînant la réforme en profondeur des partis politiques existants, dans leur conception et dans les modalités de leur fonctionnement », a-t-il déclaré.

Toutes ces nobles ambitions, a-t-il poursuivi, ne seront possibles que si les membres du F.P intèriorisent les valeurs fondamentales rappelées ci-dessus. D'où, a-t-il renchéri, le choix du thème

de l'assemblée générale extraordinaire : « *Un pour tous, tous pour un. Redynamisons nos instances dirigeantes pour envisager des victoires futures avec le président Denis Sassou N'Gesso, le choix de la raison* ».

Le F.P a profité de cette occasion pour rappeler à ses militants son ancrage à la majorité présidentielle. Il a assuré cette grande famille politique de compter sur son indéfectible soutien et son apport politique.

Roger Ngombé

ECAir reprend ses vols à destination de Pointe-Noire

ECAir, Equatorial Congo Airlines, (www.flyecair.com), la compagnie aérienne nationale de la République du Congo, informe son amiable clientèle de la reprise des vols domestiques entre Brazzaville et Pointe-Noire, dès le lundi 3 octobre 2016.

ECAir, qui dessert une dizaine de destinations au départ de Brazzaville avait été contrainte de suspendre ses vols domestiques depuis début juillet.

Les rotations entre Brazzaville et Pointe-Noire seront assurées pendant plusieurs semaines par un B757, (16 places en classe affaires et 132 places en classe économique), l'un des sept avions de la flotte d'ECAir, en attendant le retour des B737 du programme annuel de maintenance.

Le retour de ce B757 permet également de revenir à 3 vols hebdomadaires (mardi, vendredi, dimanche), entre Brazzaville et Paris, dès le mardi 4 octobre.

« *Nous sommes heureux de reprendre nos vols à desti-*



nation de Pointe-Noire. Nos passagers ont beaucoup regretté l'absence d'ECAir sur cette ligne pendant quelques semaines, souligne Fatima Beyina-Moussa, directrice générale d'ECAir. Nous sommes ravis de pouvoir compter sur la fidélité et la confiance de nos passagers.

Parrallèlement à la reprise

des vols entre Brazzaville et Pointe-Noire, ECAir dessert Paris à nouveau le mardi, dès ce 4 octobre. Depuis août 2012, ECAir relie Brazzaville à Paris. Destination favorite des Congolais. La France est un marché important pour la compagnie aérienne congolaise qui propose trois vols hebdomadaires (mardi, vendredi,

dimanche).

L'ambition d'ECAir, qui célèbre cette année son cinquième anniversaire, est de devenir la compagnie aérienne leader en Afrique centrale.

Pour plus d'informations sur les tarifs et les horaires de vol, veuillez consulter notre site www.flyecair.com

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

Avis Général de passation de marchés n°006/CNSS/2016

I. MARCHES DES TRAVAUX

1. Travaux de construction de la Direction Départementale de la Cuvette Ouest, lot unique.
2. Travaux de construction du mur de clôture de l'agence d'Itoumbi, lot unique.
3. Travaux de construction d'une guérite (Direction Interdépartementale Bouenza-Lékoumou), lot unique.
4. Travaux de construction du siège (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.
5. Travaux de construction des toilettes (Direction Interdépartementale de Bouenza-Lékoumou), lot unique.
6. Travaux de réhabilitation du bâtiment de la CNSS (Moungali), lot unique.
7. Travaux d'aménagement du siège (Direction Générale), lot unique.
8. Travaux de construction de l'Agence de Talangai, lot unique.
9. Travaux d'étanchéité de la Direction des Prestations Sociales (Direction Générale), lot unique.
10. Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Direction du recouvrement et du Contentieux, lot unique.
11. Sécurité centre informatique (Direction Générale), lot unique.
12. Travaux d'aménagement et de réhabilitation de l'agence de Foucks (Direction Départementale du Kouilou), lot unique.
13. Travaux de construction de la villa Mpita (Direction départementale du Kouilou), lot unique.
14. Travaux d'élévation des murs (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.
15. Travaux d'aménagement de la grande salle Foucks (sonorisation), lot unique.
16. Travaux d'aménagement du siège de la Direction Départementale du Niari, lot unique.
17. Travaux de construction du siège (Direction Départementale de la Likouala), lot unique.
18. Travaux d'aménagement du siège et de la résidence (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.

19. Travaux d'aménagement du siège de la Direction Interdépartementale de la Bouenza-Lékoumou), lot unique.

20. Sécurité incendie, lot unique.

II. MARCHES DES FOURNITURES ET SERVICES COURANTS

- 1-Acquisition matériel et mobilier de bureau, lot unique.
- 2-Acquisition matériel informatique, lot unique.
- 3-Acquisition logiciel, lot unique.
- 4-Acquisition licence AS 400, lot unique.
- 5-Achat licence Oracle, lot unique.
- 6-Acquisition licence antivirus Kaspersky, lot unique.
- 7-Acquisition matériel de transport, lot unique.
- 8-Acquisition matériel, lot unique.
- 9-Acquisition matériel des locaux d'habitation, lot unique.
- 10-Acquisition terrain (agence Oyo), lot unique.
- 11-Acquisition terrain (Likouala), lot unique.

III. MARCHES DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES

1. Construction de la Direction Départementale de la Likouala : études, lot unique.
2. Etudes sur immeuble de rapport (Direction Générale), lot unique.
3. Travaux de construction de la Direction départementale de la Cuvette Ouest : études, lot unique.
4. Travaux de construction de la Direction départementale de la Likouala : études, lot unique.

Les avis d'appels d'offres particuliers relatifs à chaque marché seront publiés au cours des mois d'octobre et novembre 2016.

Fait à Brazzaville, le

**Le Directeur Général,
Evariste ONDONGO./-**

AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMAINE PUBLIC

Des dysfonctionnements dénoncés par Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou

A l'origine, des failles techniques relevées, il se passe une complicité entre les géomètres assermentés pour désaxer le mécanisme étatique.



Le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou (DR)

Au cours d'une communication tenue le 29 septembre à Brazzaville, le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a relevé des « insuffisances et irrégularités », parmi lesquelles « les superpositions des propriétés, des attitudes de contre-courant en déphasage avec son employeur qui est l'Etat et vis-à-vis du peuple qu'il doit servir; des pratiques occasionnant des dépenses à l'Etat ».

Sur les lotissements anarchiques, Coussoud Mavoungou a révélé : « Il est démontré que vous êtes impliqués dans les ¾ des lotissements qui se font dans des zones non autorisées. Chacun de vous a son propriétaire foncier ; chaque propriétaire foncier a son géomètre en plus assermenté ». Il a ensuite dressé le tableau sombre de la zone de la forêt d'eucalyptus de Kintélé qui est actuellement bradée par les propriétaires fonciers véreux qui, a-t-il dit « commencent à vendre des terrains à certains d'entre nous. Nous les avons déjà épinglés. Les instructions ont été données à la Direction générale des Affaires foncières et du cadastre que ceux-là soient effectivement pris la main dans le sac ».

Selon le ministre, le géomètre assermenté qui aurait commis ce désordre, « sera effectivement sanctionné et sans pitié ».

Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a promis prendre un train de mesures visant concrètement à améliorer la transparence et la coordination des politiques cadastrales. Il est question aujourd'hui de conjuguer des efforts pour endiguer le mal à partir de ses racines. Il suggère la création de l'ordre des géomètres, en mettant l'accent sur la formation pour « s'ouvrir et passer le témoin aux jeunes ».

Concluant son exposé, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a invité les géomètres à une obligation de dignité et de prudence.

Guillaume Ondzé

CIRCULATION

Arrêt accidentel du trafic sur la Route Nationale numéro 2

Un grumier tombé en travers de la route dans les environs du village Inoni Falaise, situé à près de 200 km de Brazzaville, obstrue la circulation automobile depuis hier, rapportent des témoins.

Communément appelée route du Nord, la Nationale 2 relie Brazzaville au Nord Congo sur environ 850 km. Le trafic des passagers et des marchandises y est intense de jour comme de nuit. L'on mesure dès lors le désagrément et le manque à gagner que provoque cette situation pour de nombreux usagers.

Près d'Inoni Falaise, la RN-2 serpente dangereusement à cet endroit dénommé Mbamba avec un contrebas en S à l'origine de beaucoup d'accidents de la circulation. C'est précisément à ce virage que le grumier en provenance du nord du pays et chargé de billes de bois a chuté, ajoutent les mêmes témoins qui décrivent un spectacle impressionnant de véhicules alignés de part et d'autre de ce qui est devenu une barricade infranchissable.

Les Dépêches de Brazzaville

TIC

Le groupe Cami lance sa rentrée informatique métiers 2016-2017

C'est Arsène Vembé Moukouma, coordonnateur de ce groupe situé à Bacongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, qui a lancé la rentrée informatique métiers 2016-2017, coïncidant avec la clôture de l'année informatique 2015-2016, le 1er octobre dernier.

« Être bien formé, c'est être garant d'une meilleure performance », déclare souvent le coordonnateur du groupe Cami. Ainsi donc, la cérémonie de remise d'attestation couplée à une année d'existence du Cami-Bacongo, représente un moment infiniment joyeux au groupe Cami, qui consacre l'ensemble de la formation informatique, niveaux 1 et 2 pour certains, sans oublier la particularité du programme de langue anglaise, a précisé Arsène Vembé Moukouma, au cours de cette double cérémonie.

En effet, pour faire face aux exigences du marché, les entreprises investissent dans des technologies sans cesse renouvelées et veillent à améliorer en permanence la qualification de leurs ressources humaines. Dans ce cadre, la formation s'impose, de plus en plus, comme un choix stratégique irréversible. La formation dans le domaine des nouvelles Technologies de l'information et de la communication (TIC) est appelée à contribuer, plus que jamais, à la réalisation des objectifs de croissance et de développement et à assurer l'intégration des entreprises dans une économie mondialisée.

S'adressant aux apprenants de Bacongo, le coordonnateur du

groupe Cami, leur a précisé : « Vous avez fait le choix de la simplicité, de l'efficacité, de la qualité et de la maîtrise des sciences, de l'information et de la communication en rencontrant les formateurs du groupe Cami. Je vous rappelle que la formation au Cami a pour vo-

« Vous avez dû relever des défis importants au niveau intellectuel, et nous sommes convaincus que vous saurez tirer parti des moyens que nous avons mis à votre disposition tout au long de votre future carrière professionnelle. Je vous rappelle, qu'en informatique, ce n'est pas



Photo de famille des apprenants (DR)

« cation de dispenser les connaissances théoriques et pratiques que nécessite l'exercice d'un métier ou d'une profession dans les différents secteurs de l'activité économique et sociale. Cami veille, depuis sa création, à accompagner ses chers clients dans l'acquisition des connaissances et savoir-faire requis. » Avant d'ajouter que le groupe est très minutieux dans le choix de ses formateurs qui sont des spécialistes chevronnés disposant d'une grande expérience dans les domaines de la formation professionnelle et des TIC. Le groupe a mis également à leur disposition des salles de haut standing, équipées et aménagées avec tous les supports nécessaires pour leurs offrir une formation de qualité.

le diplôme ou l'attestation qui compte, mais votre savoir-faire et ce que vous savez faire », a-t-il renchéri. En cette première année de Cami-Bacongo, son coordonnateur s'est dit fier de voir son pari tenir le coup. Ce n'est pas encore une victoire, mais le commencement d'un grand et dur labeur, a-t-il précisé. Il a rappelé par ailleurs, que pour cette nouvelle rentrée informatique métiers 2016-2017, trois métiers entre en lice. Il s'agit du développement mobile ; des réseaux informatiques et de la sécurité ...

Rappelons que le groupe Cami entend implanter dans tous les arrondissements de Brazzaville et les départements du Congo des salles de formation multimédias.

Bruno Okokana

LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE

Quatre trafiquants d'ivoire arrêtés à Ouessou

L'arrestation de ces quatre trafiquants dont trois Congolais et un de la RDC a eu lieu ce vendredi 30 septembre 2016, à Ouessou (département de la Sangha) avec 35 kg d'ivoire par les éléments de la gendarmerie nationale, avec le concours des agents des eaux et forêts ainsi que ceux du Projet d'appui à l'application de la Loi sur la faune sauvage (PALF).

Ces délinquants fauniques ont été arrêtés pour abatage d'éléphants et commercialisation d'ivoires dont on peut estimer le dégât à cinq éléphants tués. Ils courent des peines de plus de 5 ans d'emprisonnement ferme. En République du Congo l'éléphant fait partie des espèces intégralement protégées comme le stipule l'article 27 de la loi Congolaise en matière de protection des espèces fauniques : « l'importation ; l'exportation ; la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ; ainsi que de leur trophée

sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciales de l'administration des eaux et forêts ; pour les besoins de la recherche scientifique ».

Les agents de la gendarmerie nationale se sont félicités de cette arrestation et comptent les déférer au plus vite possible au parquet de Ouessou pour qu'ils répondent de leurs actes. Ils ont aussi promis multiplier leurs stratégies pour lutter efficacement contre le braconnage. Les actes de pillage de la faune en particulier et de la biodiversité en général par plusieurs citoyens véreux et corrompus sont fréquents en République du Congo. Il revient à la justice de réprimer strictement ces actes, afin de mieux dissuader et sensibiliser l'opinion. Plusieurs études convergent pour sonner le glas des éléphants en République du Congo. En effet, l'éléphant est tué pour son ivoire toutes les 15 minutes dans le monde selon le Fonds international pour la protection des animaux. Rappelons que l'éléphant bénéfici

d'une protection absolue en République du Congo d'après un arrêté de 1991 ainsi qu'un acte de la Conférence nationale souveraine. La forêt Tri-nationale Dja-Odzala-Minkebe (TRI-DOM) est particulièrement touchée par le grand braconnage comme le montrent les résultats des inventaires des éléphants et les analyses ADN sur les saisis d'ivoire en Asie. La zone est connue comme un des endroits les plus chauds de l'Afrique pour le trafic d'ivoire et le braconnage d'éléphants. La République du Congo compte parmi les leaders africains de la lutte contre le crime faunique comme le prouve par exemple l'organisation à Brazzaville en avril 2015 de la Conférence internationale sur l'exploitation illégale et le commerce illicite de la flore et de la faune sauvages en Afrique. Une meilleure application de la loi au Congo contre les trafiquants d'ivoire serait un message fort pour confirmer cet engagement afin de protéger son héritage.

G.O.

EDUCATION

Une rentrée scolaire effective sur l'ensemble du territoire national sauf dans certaines localités du Pool

La rentrée scolaire 2016-2017 a été lancée le 3 octobre sur toute l'étendue du territoire national au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, sauf dans certaines localités du département du Pool actuellement en proie à des violences armées

Trois francs 1960 qui a totalisé en cette date de rentrée scolaire ses 56 ans d'existence. Par contre, le lycée Sébastien Mafouta a donné du sourire à Anatole Collinet Ma-

à l'école primaire », a expliqué le ministre, appelant les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Le Premier ministre dont la visite s'est achevée au complexe scolaire Révolution en pleine reconstruction à Ouenzé, s'est, de son côté, réjoui du fait qu'après les vacances, les élèves ont renoué avec le chemin de l'école. « J'ai noté qu'au moins dans l'école que j'ai visitée, nous avons un taux en moyenne de plus de 80% d'enfants venus ce matin, ce n'est qu'un début. J'ai vu des écoles propres, des enseignants décidés, c'est quelque chose d'important », a déclaré Clément Mouamba.

dans le département du Pool. « C'est un sentiment de regret. Nous demandons aux parents de continuer à garder bon espoir et à aider les pouvoirs publics à dénoncer tous les barbares qui sont en train de créer toutes les conditions pour empêcher nos enfants de reprendre le chemin de l'école », a exhorté Christian Grégoire Epouma, précisant que le gouvernement a décidé de recevoir ces enfants où ils se trouvent.

Les sites de Charles Montesquieu interdits d'exploitation

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation a également lors de sa ronde ordonné la fermeture des écoles privées installées dans les sites de Charles Montesquieu suspendus de toute activité pédagogique pour « fraude avérée ». Ainsi, le complexe scolaire Professeur Maurice Onanga qui a hérité du site de Moukondo, dans le 4^e arrondissement Mougali et l'Institut France Africa 24 à Massengo, dans le 9^e arrondissement Djiri, ont été fermés. A Massengo par exemple, les élèves et les enseignants qui faisaient cours ont été priés de quitter les lieux. Le ministre Anatole Collinet Makosso s'est, par ailleurs, félicité du fait que l'école publique congolaise s'est revêtue, d'après lui, de sa plus belle robe, au regard des infrastructures scolaires réhabilitées et des sites devenus propres, contrairement au constat de ces dernières années.

Parfait Wilfried Douniama



Le Premier ministre, Clément Mouamba, et le ministre Anatole Collinet Makosso pendant la ronde / crédit photo Adiac

Pour se rendre compte de l'effectivité de la reprise des cours à Brazzaville, le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, a visité hier matin quelques établissements scolaires en compagnie du ministre de tutelle, Anatole Collinet Makosso. En effet, cette ronde qui a commencé par l'école primaire Fleuve Congo, dans le 6^e arrondissement, Talangaï, s'est poursuivie jusqu'au

lycée Mafouta à Madibou, en passant par l'école primaire Trois francs à Bacongo, le Centre privé pour l'enseignement et la culture, et le lycée Chaminade.

Sur le terrain, l'appréciation dépend d'un site à un autre. Si du côté du personnel administratif et pédagogique, les équipes étaient presque au complet, nombreux apprenants n'y étaient pas au rendez-vous. C'est le cas de l'école

kosso et son équipe, le Premier ministre s'étant arrêté à Talangaï. « Vous avez vu que dans la zone sud, surtout à l'école primaire Trois francs, comme chaque année, les élèves du cycle primaire tardent à reprendre le chemin de l'école, comparativement à leurs aînés du lycée. Le constat que nous avons eu à faire au lycée Mafouta n'est pas le même que celui que nous avons fait

Un regret total pour le Pool

Interrogé sur la situation du Pool, le chef du gouvernement a reconnu que la situation est préoccupante. « Nous pouvons être totalement en regret de constater que dans certains districts du Pool la rentrée n'aura pas lieu parce que le terrorisme s'est installé dans ce département. Je vais m'entretenir avec les élus du département du Pool pour parler, entre autres, de tout cela. Donc, nous pouvons déplorer que le Pool ne soit pas en phase avec les autres départements du pays, mais le gouvernement ne peut pas tolérer cela pendant longtemps », a conclu Clément Mouamba.

Même constat pour le président de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo, d'après lequel certains enfants vont être privés d'enseignements

Certains enseignants manquent à l'appel au niveau de l'enseignement technique

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, qui a effectué la ronde de quelques établissements scolaires de son sous-secteur à Brazzaville a déploré l'absence d'une trentaine d'enseignants au lycée technique du 1^{er} mai

La rentrée scolaire au niveau de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante s'est déroulée ce 3 octobre sur toute l'étendue du territoire national. Le ministre qui s'est rendu compte de l'effectivité de ce grand rendez-vous a reçu la visite du Premier ministre, Clément Mouamba, au lycée technique du 1^{er} mai. En effet, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes était au lycée technique commercial et industriel du 5 février, au lycée professionnel Alphonse Kitombo à Mansimou (Madibou), au lycée agricole Amilcar Cabral et au CET Théophile Mbemba.

« Je suis ravi d'avoir fait ce tour qui me conforte parce que les enseignants sont là, les apprenants aussi, une partie de kits scolaires est arrivée au niveau des écoles. Donc, tout est prêt pour que l'année scolaire soit bonne. Nous déplorons cependant, l'absence d'une catégorie de professeurs au niveau

du lycée technique du 1^{er} mai, 37 environ sur un effectif de 168, cela peut handicaper mais nous essayons de trouver des solutions pour que l'année scolaire 2016-2017 ne souffre pas de l'absence de cette catégorie d'enseignants », a indiqué le ministre à la fin de la ronde où il est ressorti satisfait de la présence des élèves. Pour ce qui est des élèves absents, il a invité leurs parents à les envoyer à l'école, car le gouvernement a fait ce qu'il fallait en préparant la rentrée et en donnant des moyens nécessaires pour que tout se passe très bien.

L'examen se prépare dès le début de l'année scolaire

Le ministre Fylla a fait une déclaration dans laquelle il a rappelé aux élèves que l'examen se prépare dès le premier jour de la rentrée scolaire. « Il ne s'agit pas d'attendre la veille des examens pour blanchir des nuits. C'est maintenant qu'il faut se mettre



Le ministre Fylla au lycée commercial 1^{er} Mai (DR)

au travail. Je vous exhorte donc à l'assiduité, la discipline et au travail car votre réussite en dépend », a exhorté Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes. Il a également rappelé aux élèves que la violence vis-à-vis de leurs nouveaux condisciples était prohibée. Selon lui, des chefs d'établissement devraient prendre des sanctions à l'encontre des récalcitrants.

S'adressant aux enseignants, il a indiqué qu'en leur qualité de pé-

dagogue, ils ont une responsabilité sur l'éducation et la formation des apprenants. A cet effet, un contrôle de présences des enseignants devra être instauré.

Il a, en outre, rassuré les enseignants que concernant leur situation sociale, les concertations se poursuivent en vue de trouver de solutions durables. Il a aussi annoncé la création du poste de conseiller à la condition enseignante au niveau du ministère. Abordant la situation qui prévaut actuellement

dans le département du Pool, le ministre a assuré que le gouvernement s'efforcera de faire en sorte que l'école soit au rendez-vous sur toute l'étendue du pays. « Le Pool ne saurait une exception. Nous avons reçu du Premier ministre l'instruction selon laquelle le lycée mixte technique et professionnel de Kinkala doit s'ouvrir dès cette rentrée scolaire », a conclu Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes.

P.W.D.

FRANC CFA

Une monnaie anachronique, et de « servitude volontaire » selon Carlos Lopes

Le secrétaire général démissionnaire de la Commission économique de l'Onu pour l'Afrique (CEA), Carlos Lopes, dénonce « la servitude volontaire » que crée le franc CFA sur les pays de la zone franc.

Il a fait cette annonce la veille de la réunion de la zone franc à Paris. Le sujet n'était pas à l'ordre du jour lors de cette réunion, le 30 septembre à Paris. Pourtant, la question gagne observateurs, intellectuels et hommes politiques africains, sauf les institutions régionales d'Afrique francophone.

Le franc CFA, «un système désuet et inadapté»

Pour Carlos Lopes, c'est « un système désuet et inadapté ». Il appelle à une discussion sur la zone franc, rappelant qu'« aucun pays au monde ne peut avoir une politique monétaire immuable depuis trente ans cela existe dans la zone franc. Il y a donc quelque chose qui cloche ». L'une des particularités du franc CFA est que c'est la seule monnaie qui aura survécu à la décolonisation et maintenue alors que la France a tourné le dos au franc français, sa monnaie de référence. La question du maintien de ce lien achoppe. Ses opposants expliquent qu'il limite la marge de manœuvre des pays qui l'utilisent. Ils plaident en faveur des situations économiques différentes. Carlos Lopes y voit un mécanisme « inadapté à la conjoncture internationale qui est très dynamique ». Des propos accentuent le besoin au sein de la communauté intellectuelle africaine d'un débat sur les réformes au sein de la Zone franc, dont la monnaie reste liée au sort de l'Euro, pour 155 millions d'habitants de l'espace économique et monétaire d'Afrique francophone subsaharienne. L'ancien ministre togolais et directeur de la Francophonie économique, Kako Nubukpo propose plutôt un arrimage sur un panier de devis, considérant que le gage de stabilité du franc CFA présente « l'inconvénient de contraindre les Etats membres à calquer leur politique sur l'euro ».

Afrique centrale et Afrique de l'ouest : émergence possible ou pas avec le franc CFA ?

En France, on assimile l'attachement au franc CFA (franc des colonies françaises d'Afrique : 8 pays d'Afrique de l'Ouest, 6 pays d'Afrique centrale, les Comores + la France - date du 26 décembre 1946), à une « vertu protectrice », à une zone permettant à ses membres de bénéficier d'une grande stabilité des prix, une inflation inférieure à celle des autres pays africains ; une seule dévaluation, en 1994. La majorité des Africains soutiennent un manque de souveraineté, « un prolongement de la colonisation ». Cette monnaie est vue comme « une mythique, un symbole de la colonisation française en Afrique », soulignent-ils. Malgré que son arrimage limite les risques de volatilité, nombreux sont les experts africains qui dénoncent cet arrimage à la devise européenne, estimant que celui-ci freine le développement des pays de la zone franc.

Les trois principes du franc CFA

à la différence des monnaies soumises à un régime de change variable, la valeur du FCFA par rapport au franc français hier, et à l'euro aujourd'hui, ne change pas au jour le jour. Sa parité est fixe ; la convertibilité des monnaies émises par les banques centrales de la zone franc est garantie, sans limite, par le trésor français. En contrepartie, les réserves de change sont centralisées à deux niveaux : auprès des banques centrales des Etats africains dans chaque sous-région, et auprès du trésor français avec le dépôt d'au moins la moitié de ces réserves de change ; enfin, les transferts de capitaux seraient en principe « libres » au sein de la zone franc.

Noël Ndong

quatre économistes appellent à « sortir l'Afrique de la servitude monétaire »

Quatre économistes viennent de coécrire un ouvrage, à paraître le 3 octobre (Editions La Dispute), intitulé « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le franc CFA ? ».

L'ouvrage sort quelques jours après la réunion de la zone franc à Paris (30 septembre), quelques jours avant la réunion avec les institutions de Bretton woods à Washington (6-9 octobre), une semaine après l'annonce prochaine de la démission du secrétaire général adjoint de l'Onu et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Carlos Lopes.

Les auteurs sont: l'ancien ministre togolais Kako Nubukpo; le Français Bruno Tinel; maître de conférences au Panthéon-Sorbonne; le Sénégalais Demba Moussa Dembélé, président du Forum africain des alternatives et l'économiste et sociologue camerounais, Martial Ze Bellinga. Fervent opposant au franc CFA, pour Kako Nubukpo, il ne faut pas « déconnecter le débat monétaire du débat sur l'émergence africaine ».

L'ampleur du transfert des profits dans la zone franc CFA

Ces auteurs, très critiques, considèrent le franc CFA en partage, comme une monnaie de singe, un vestige de l'histoire économique de l'Afrique, une monnaie pour le pire, pour les quinze pays d'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et les Comores, « des mauvais restes de la colonisation », arrimés à l'Euro. Ils soutiennent que cette monnaie ne sert que des « élites fortunées »

en leur permettant « de bénéficier d'un accès privilégié au marché mondial par une monnaie « aussi bonne » que l'euro ». Ils s'appuient sur les performances économiques « faibles et en dessous des moyennes africaines » pour la majorité des pays ayant en partage le franc CFA depuis les cinquante dernières années. Pour eux, la finalité principale du franc CFA est toujours de faciliter l'extraction du surplus économique de l'Afrique vers l'étranger. Ce qui expliquerait, disent-ils, l'ampleur des transferts de profits et des flux financiers illicites, saignant la zone franc.

Le franc CFA : une monnaie dysfonctionnelle

Une « monnaie dysfonctionnelle dont la combinaison avec les autres outils de politique économique donne la recette d'un cocktail économique mortifère », selon eux. Ils font remarquer que si le FCFA a pu perdurer « malgré son échec manifeste à susciter le développement, c'est parce qu'il est aussi le nom d'un système structuré de répression politique ».

Ils s'appuient sur des chiffres pour démontrer que « de manière générale, les pays de la zone franc ont rarement été capables d'obtenir, sur toute une décennie, un taux de croissance moyen du PIB réel par tête supérieur ou égal à 1 % (vingt-trois décennies sur un total de soixante-cinq décennies observables, soit 35 %) ».

Un environnement macro-économique qui ne favorise pas l'émergence

A en croire les auteurs, quand il est dit que c'est tel pays africain qui exporte vers la France, c'est en réalité la France qui exporte vers la France. Les entreprises françaises ayant « de la liberté de transférer leurs profits de manière illimitée vers la métropole ».

De plus, ils mettent en lumière « un système colonial » qui ne peut pas permettre la diversification du tissu productif, l'intégration commerciale au niveau communautaire, le développement d'une épargne domestique consistante et l'éclosion d'un secteur privé national. Au vu de leurs démonstrations, les pays africains ayant en partage le franc CFA tarderont à décoller.

Soulignant les défauts de cette monnaie, « couplée aux autres outils de politiques économique dont la coloration néolibérale est de plus en plus prononcée, donne la recette d'un cocktail économique mortifère ». Ils y voient un environnement macro-économique qui ne permet pas l'émergence, alimentant plutôt des crises politiques et économiques récurrentes sur fond de misère sociale et structurelle.

En conclusion, Bruno Tinel donne quelques pistes alternatives au franc CFA. Il voit le « futur ex-CFA se fondre en partie dans le projet de monnaie unique de la Cédéao sous le leadership du Nigeria ». Concernant la zone Cémac, il laisse une libre imagination. L'autre possibilité serait une zone post-CFA incluant l'Uémoa et la Cémac, limitant l'emprise du Nigeria sur ses voisins, « plus petits et moins puissants ».

N.Nd.

LE MONDE EN BREF

● **NATIONS UNIES** - Les cinq grandes puissances ont eu une première discussion sur un projet de résolution française sur la Syrie et vont continuer de négocier entre experts, selon des diplomates.

- L'ONU a annoncé avoir mis sur pied une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la récente attaque contre un convoi humanitaire en Syrie.

- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a offert ses bons offices pour une médiation entre l'Inde et le Pakistan qui se déchirent à propos du territoire disputé du Cachemire.

● **BEYROUTH** - Le régime de Damas a progressé face aux rebelles dans la métropole d'Alep, bénéficiant notamment des frappes de son allié russe qui ont tué plus de 3.800 civils en un an de campagne militaire en Syrie.

- La coalition internationale antijihadiste bombarde des ponts dans l'est de la Syrie afin de limiter les mouvements du groupe Etat islamique (EI) près de la frontière avec l'Irak, a indiqué

l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

● **MOSCOU** - Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a accusé Washington de «protéger» l'organisation jihadiste Front Fateh al-Cham (ex Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda) et de la considérer comme un «plan B», en cas de chute du régime syrien.

● **WASHINGTON** - Après avoir menacé toute la semaine de rompre le dialogue diplomatique avec la Russie sur la Syrie, les Etats-Unis ont assuré que les discussions restaient en «soins intensifs» et qu'elles n'étaient pas encore mortes.

- Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exprimé sa frustration que ses initiatives diplomatiques pour mettre un terme au conflit syrien n'aient pas été soutenues par une action militaire des Etats-Unis, selon un enregistrement publié par le New York Times.

● **TBILISSI** - Le pape François a appelé à la «coexistence» entre les peuples dans le Caucase et prié pour l'Irak et la Syrie devant la petite communauté assyro-chaldéenne, à Tbilissi, première étape d'un court voyage dans la région avant l'Azerbaïdjan dimanche.

● **A BORD DU PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE** - Le début des opérations du porte-avions français Charles de Gaulle en Méditerranée orientale ajoute une pierre à l'édifice international qui se construit en préparation de la bataille de Mossoul, dernière place forte du groupe Etat islamique (EI) en Irak.

● **JERUSALEM** - Barack Obama et des dizaines de dirigeants du monde entier ont rendu à Jérusalem un ultime hommage à l'ancien président israélien Shimon Peres, avec l'espoir que ses rêves de paix avec les Palestiniens ne soient pas enterrés avec lui.

● **BRUXELLES** - Les 28 ont donné leur feu vert pour une ratification accélérée de l'accord de Paris sur le climat par l'UE, soucieuse de ne pas apparaître à la traîne sur la scène mondiale dans la lutte contre le réchauffement climatique.

- L'inflation en zone euro a atteint son plus haut niveau en septembre depuis près de deux ans, une bonne nouvelle pour la BCE qui tente de faire remonter les prix, toutefois accueillie sans joie par les analystes sur fond de chômage stagnant.

● **GABON** - Environ 70 personnes, dont plusieurs figures de l'opposition, étaient toujours en détention près d'un mois après le pic des violences post-électorales au Gabon.

- Un hebdomadaire a été suspendu pour un mois au Gabon pour un article publié le 20 septembre évoquant des «escadrons de la mort» à l'oeuvre pendant le pic des violences post-électorales de fin août.

D'après AFP



INTERNET.ORG

RESTE CONNECTÉ SUR
FACEBOOK ET MESSENGER
MÊME SANS CRÉDIT

m.facebook.com



AD Partners



GABON

Aucun proche de Jean Ping dans le «gouvernement d'ouverture»

Le Premier ministre gabonais, Emmanuel Issozet Ngondet, a publié dimanche la liste des 40 membres du nouveau «gouvernement d'ouverture», marqué par l'absence de grandes figures de l'opposition liée à Jean Ping, après la réélection contestée d'Ali Bongo à la présidence.

L'un des représentants de l'opposition à figurer dans le gouvernement est Bruno Ben Moubamba, arrivé troisième lors du vote du 27 août. Il est nommé vice-Premier ministre et ministre de l'Urbanisation. La plupart des autres membres du gouvernement sont issus du Parti démocratique gabonais d'Ali Bongo. Ce gouvernement d'ouverture compte 30 % de femmes. Il a été remanié à 50 %. Les proches du président Ali Bongo tiennent les postes clés. Le secrétaire général de la présidence de la République, Etienne Massard Makaga, qui cumule les fonctions est également ministre de la Défense. L'ex-ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubélet Bou-beya, a été promu ministre d'Etat, chargé des Affaires étrangères.

Alain Claude Bilie By Nze a été nommé ministre d'Etat chargé de l'Economie numérique, de la Communication et de la Culture, Porte-parole du gouvernement. A ce titre, il s'est réjoui de ce nouveau départ pour l'équipe gouvernementale.



Emmanuel Issozet Ngondet

« C'est un gouvernement qui compte des hommes et des femmes issus de l'opposition, de la société civile, mais également de la majorité républicaine qui soutient Ali Bongo. C'est un gouvernement qui a pour mission de traduire le projet de l'égalité des chances, mais également et surtout d'ouvrir ce dia-

logue avec toutes les forces vives de la nation. Là, on est sur l'ouverture et on verra plus tard comment amener l'opposition à intégrer encore plus ou la majorité à s'ouvrir davantage », a-t-il expliqué. Le pétrole reste entre les mains d'Etienne Ngoubou. Mathias Otounga Ossibadjou quitte la Défense pour le

Budget. Les principaux sortants sont l'opposant Mathieu Mboumba Nziengui, ministre

tuées dans les émeutes qui ont suivi l'annonce des résultats. Jean Ping a lancé la semaine dernière un appel au dialogue national rivalisant celui du président Ali Bongo, et a invité la communauté internationale à sanctionner les responsables de ce qu'il qualifie de « coup d'état militaro-électoral ».

Un autre problème qui fait débat depuis quelques jours c'est celui des écoutes téléphoniques dont ont été victimes les observateurs de l'Union Européenne de la part des services secrets gabonais. L'information a été révélée par « Le journal du dimanche » qui indique que les services secrets gabonais ont espionné les observateurs de l'Union européenne dépêchés pour veiller à la régularité de l'élection présidentielle.

Ces écoutes révèlent le doute des observateurs de l'Union européenne sur le résultat du scrutin. Au moins six personnes ont été mises sur écoute, explique l'hebdomadaire, qui a eu accès à « une vingtaine d'enregistrements clandestins, un échantillon puisé dans un ensemble certainement plus vaste ».

Yvette Reine Nzaba

L'émergence d'une Chine innovante

La Chine est depuis longtemps considérée comme « l'usine du monde », fabriquant une grande quantité de produits de faible qualité, mais elle a également l'image d'une nation incapable de générer des idées et produits créatifs.

Cependant, cela commence à changer, et la Chine comble actuellement son retard en matière d'innovation. Des drones à l'intelligence artificielle, en passant par Internet et l'ingénierie génétique, certaines sociétés innovantes chinoises sont maintenant des pionniers de l'innovation mondiale et changent le panorama commercial et technologique du pays. « C'est un marché immense doté de grandes opportunités », affirme Dai Xiang, co-fondateur et directeur général d'Enpower Energy, fabricant de batteries ioniques aqueuses, lesquelles sont plus propres, plus sûres et plus efficaces que les piles plomb-acide.

Après avoir passé 20 ans aux Etats-Unis, en tant que cadre supérieur pour des start-ups de la Silicon Valley, Dai Xiang a décidé de rentrer en Chine et de lancer sa propre entreprise. Pour exploiter le marché du stockage d'énergie, Dai Xiang et ses amis ont créé Enpower Energy en 2012, avec un capital social

de 5 millions de yuans (environ 746.270 dollars), dans la province orientale du Jiangsu.

« Nous recevons beaucoup de soutien de la part du gouvernement local », note M. Dai. Enpower Energy fournit des solutions de stockage d'énergie éolienne et solaire pour les ménages et entreprises, alors que des politiques préférentielles lui permettent d'attirer des talents et de rester dans le Jiangsu pendant trois ans sans avoir besoin de payer de loyer.

Cette société, qui compte plus de 50 employés et environ 66 millions de yuans d'investissements totaux, envisage de mener des tests à grande échelle de ses batteries ioniques aqueuses d'ici la fin de l'année et de lancer leur production de masse d'ici mi-2017, note M. Dai.

« Nous deviendrons le deuxième fabricant mondial de batteries ioniques aqueuses, derrière l'américain Aquion Energy, et nous prévoyons des revenus commerciaux de plus

de 2 milliards de yuans à l'horizon 2020 », ajoute-t-il.

Durant la majeure partie du boom économique chinois de ces dernières décennies, la main-d'œuvre et les capitaux ont afflué vers la fabrication de vêtements et de téléphones mobiles. Cependant, la Chine ne veut plus être seulement « l'usine du monde ». Les décideurs politiques souhaitent que la future croissance économique puise davantage ses forces dans les nouvelles technologies, les idées novatrices et les nouveaux modèles commerciaux. « Faire de la Chine un pays créateur et un leader dans le secteur scientifique et technologique, voilà ce que nous devons faire aujourd'hui pour poursuivre le développement », a déclaré le président chinois, Xi Jinping, lors de l'ouverture du sommet du G20 en septembre. D'importantes dépenses en matière de recherche et développement, un grand nombre de diplômés scientifiques et ingénieurs et une vague de nouvelles entreprises sont autant de signes illustrant que la Chine a le potentiel d'être à l'avant-garde de l'innovation mondiale.

Selon une enquête internationale menée par l'Université Cornell,

INSEAD et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Chine fait actuellement partie des 25 économies les plus innovantes.

Par rapport à la liste de 2015, la Chine a progressé de quatre places et est ainsi devenue la première économie à revenu intermédiaire à entrer dans le top 25, traditionnellement dominé par les économies fortement développées.

Les progrès réalisés par la Chine dans le classement de l'innovation mondiale se reflètent également dans ses entreprises. Le pays abrite aujourd'hui des sociétés parmi les plus innovantes au monde, en particulier dans les technologies mobiles, les biotechnologies et les services médicaux. Dans la liste 2016 des Entreprises mondiales les plus innovantes du magazine Forbes, qui classe les entreprises selon leur capacité d'innovation « à l'heure actuelle et à l'avenir », Shanghai RAAS Blood Products occupe la 16e place. D'après une autre enquête menée par le magazine Fast Company, Huawei se classe 13e pour « avoir pris le dessus dans la compétition sur le marché mobile international ».

Lancé dans un petit atelier de

la ville méridionale chinoise de Shenzhen en 1987, Huawei est depuis devenu l'un des principaux fabricants mondiaux d'équipements de télécommunications. Avec des dépenses en recherche et développement représentant 10% de son budget annuel, Huawei attire de nombreux regards dans un contexte où le gouvernement encourage l'innovation et l'entrepreneuriat afin que la créativité stimule une économie au ralenti.

Malgré sa volonté de promouvoir l'innovation, la Chine continue d'accuser un retard sur certaines questions.

Ren Zhengfei, fondateur de Huawei, reconnaît que le pays doit oeuvrer davantage pour protéger la propriété intellectuelle.

« Ce n'est qu'en protégeant la propriété intellectuelle que la Chine produira davantage d'inventions. Assurer le respect de l'originalité permettra d'attirer davantage de personnes dans ce domaine et d'aider les idées originales à se développer en industries », explique-t-il. Quant à Dai Xiang, il pense que le gouvernement chinois doit approfondir la réforme pour réduire les formalités administratives.

Xhinua



AVIS DE VENTE AUX PLUS OFFRANTS

Le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, sis à la cité du Djoué à Brazzaville, porte à la connaissance du public qu'il met en vente aux enchères des véhicules et des biens usagés énumérés ci-après :

- 05 BUS TOYOTA COASTER
- 01 VOITURE (4X4) TOYOTA PRADO
- 01 MINI BUS TOYOTA HIACE
- 01 VOITURE SUZUKI JIMMY
- 01 VOITURE MERCEDES /E240
- 01 MOTO YAMAHA
- 02 VOITURES ELECTRIQUES YAMAHA
- 01 TONDEUSE DE MARQUE HONDA
- 02 GROUPE ELECTROGENE SDMO 355KVA
- 02 GROUPE ELECTROGENE SDMO PW800
- 01 LAVE-LINGE ELECTROLUX

I. CONDITIONS DE VENTE

La vente est ouverte au public sans restriction et s'effectue sous plis fermés. Les biens sont vendus dans leur état actuel sans aucune garantie de la part de l'Organisation.

II. DEPOT DES OFFRES

Les offres devront être déposées à l'adresse ci-après avec l'une

des mentions suivantes :

- «OFFRE POUR VEHICULES USAGES»
- ou
- «OFFRE POUR GROUPE ELECTROGENE USAGES»
- ou
- «OFFRE POUR LAVE-LINGE REFORME.

Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique
BP.06
Bureau de GMC N° 128 (1er étage)
Cité du Djoué, Brazzaville, Congo

III. INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

Le retrait des formulaires à remplir et les détails sur les conditions de vente s'effectueront durant la période du 03 au 17 octobre 2016 entre 09h00 et 14h00, du lundi au vendredi au bureau N° 12 «à l'Estate, Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Cité du Djoué». La visite des biens exposés (véhicules, groupes électrogène et lave-linge) et la soumission des offres se feront pendant la même période (du 3 au 17 octobre 2016).

Fait à Brazzaville, le 29 Septembre 2016



Institut National du Travail Social
BP 545 - Tél 06 403 13 72 / 05 631 26 05
E-mail : intscongo@gmail.com
Brazzaville

COMMUNIQUE

Concours d'entrée
à l'Institut National du Travail Social

L'Institut National du Travail Social (INTS), annonce l'ouverture de son prochain concours d'entrée à Brazzaville pour une formation de 3 ans, dans les métiers suivants :

- Assistant de service de social
- Educateur spécialisé
- Animateur de développement social local

Voici les conditions à remplir pour participer au dit concours :

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé entre 18 et 22 ans ;
- Etre titulaire d'un baccalauréat (toutes séries confondues);

Composition du dossier au concours :

- Une demande manuscrite adressée au directeur général de l'INTS ;
- Une copie du diplôme (ou une copie d'attestation) légalisée du baccalauréat
- Un certificat de nationalité ;
- Une enveloppe kaki format A4 ;
- Une chemise cartonnée ;
- Une somme de 10.000 frs CFA non remboursable pour les frais d'inscription au concours
- 2 cartes photos d'identité en couleur.

Lieu de dépôt du dossier : Institut National du travail Social (Secrétariat du concours) :

- 03 Avenue des 3 francs (ex Guynemer), à côté du CEG les 3 glorieuses à Baongo.
- Arrêt de bus : virage

NB :

- Les inscriptions seront impérativement closes le 14 Octobre 2016 à 16 heures
- La date du concours est fixée au 23 octobre 2016.
- Lieu du concours : Brazzaville.

Pour de plus amples informations, appelez aux numéros suivants:

06 403 13 72 / 05 631 26 05 / 05 547 06 54

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

LE FRANÇAIS
POUR TOUS !

Envie d'évoluer ?!

Une parfaite maîtrise de la langue à l'écrit comme à l'oral fera la différence : démarquez-vous et prenez une longueur d'avance en développant de nouvelles stratégies linguistiques.

Que vous soyez francophone ou de langue étrangère, l'Institut français du Congo développe une offre de cours diversifiée, adaptée à VOS besoins professionnels ou personnels.

NOS ATOUTS :

- 1** Une équipe de professeurs formés aux dernières méthodes d'enseignement,
- 2** Des conditions et du matériel pédagogique modernes, conformes aux standards internationaux (audio, vidéo, méthode multimédia),
- 3** Un accès gratuit pendant un an à la médiathèque, sa nouvelle bibliothèque de l'apprenant spécifiquement adaptée, et à Culturethèque, bibliothèque en ligne de l'Institut français,
- 4** La possibilité de valoriser votre apprentissage par un examen officiel reconnu internationalement,

Vous avez déjà suivi des cours à l'IFC à Brazzaville : un cadeau vous attend à l'occasion de la rentrée pour toute réinscription ou parrainage !

La nouvelle session débute maintenant,
ne tardez pas à vous inscrire !

Renseignements et inscriptions à l'IFC, Place de la République - Arrêt CCF,
Par téléphone au 05 323 00 91 ou par courriel à cours@institutfrancais-congo.com

PLACEMENTS/MARCHÉS

Le Yuan devient une monnaie de réserve

Comme le dollar américain, l'euro, le yen japonais et la livre sterling britannique, la « monnaie du peuple » (renminbi), autre nom du yuan est effectivement entrée le 1er octobre dans le groupe très fermé des monnaies de réserve du Fonds monétaire international, signe de la puissance économique mondiale qu'est devenue la Chine.

En effet, le Yuan fait désormais partie des Droits de tirage spéciaux (DTS), qui déterminent les devises qu'un pays peut recevoir dans le cadre d'un prêt octroyé par le FMI. C'est la première fois qu'une nouvelle devise est ajoutée aux DTS depuis l'euro en 1999. Cette entrée s'est fait symboliquement le jour anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine en 1949. L'annonce de l'intégration du yuan dans les DTS avait été faite en 2015.

« L'intégration dans les DTS est une étape clé dans l'internationalisation du renminbi ; c'est aussi l'affirmation du succès du développement économique de la Chine et le résultat des réformes et de l'ouverture du secteur financier », a déclaré la banque centrale chinoise, dans un communiqué.

La Chine saisira cette occasion pour approfondir ses réformes économiques et promouvoir la croissance mondiale, a-t-elle ajouté.

Les détracteurs de la politique chinoise font valoir que « la décision du FMI est largement symbolique parce que le yuan n'entre pas totalement dans les critères du FMI notamment parce que ce n'est pas une devise qui s'échange librement et qu'elle n'est pas très utilisée pour conclure des transactions internationales ni très utilisée sur les marchés financiers ».

Le secrétaire au Trésor américain, Jack Lew, a déclaré que le yuan était « assez loin » d'être une monnaie de réserve mais que son nouveau statut au FMI était la reconnaissance du changement « énorme » de ces dix dernières années, qui a fait du yuan une devise plus accessible.

Donald Trump, le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine, a fait savoir qu'il déclarerait officiellement la Chine comme « un pays manipulant sa devise », s'il arrivait à gagner la course à la Maison blanche.

Yvette Reine Nzaba

UMC

Chairman Jacques Koyo, réélu préfet musical du département de Brazzaville

L'artiste musicien Chairman Jacques Koyo «Paka-Paka Bulldozer», a été réélu à l'unanimité président du bureau communal de la ville de Brazzaville de l'Union des musiciens congolais (UMC), le 1er octobre 2016, à l'issue d'une assemblée générale électorale.

Présidée par Don Joly (artiste-musicien accompagnateur dans Kamikaze Loningisa), en sa qualité de doyen d'âge et de Bafi Malonga, le plus jeune artiste musicien dans la salle), l'assemblée générale de la ville de Brazzaville et du commissaire aux comptes.

D'entrée de jeu, le président du bureau exécutif national de l'UMC Godefroi Magloire Bonguili alias Pape God, a précisé que conformément aux lois et règlement de cette structure, l'UMC doit être représentée sur toute l'étendue du territoire national, chose que n'a pu faire le bureau exécutif sortant en trois ans. « La musique est un métier noble. Malheureusement libéral en ce sens qu'il engage

entièrement notre responsabilité. Notre capacité à nous organiser fera du musicien, non plus, un mendiant, mais plutôt un contribuable à l'économie de notre pays. Non plus un pauvre type, mais un monsieur responsable, père de famille, éducateur de masse et citoyen rétabli dans sa dignité. Tels sont les vrais objectifs pour lesquels l'UMC a été créée ».

A l'issue de ces assises les artistes musiciens Chairman Jacques Koyo et Olivier Parfait Mbolo dit Parfait Young, ont été élus respectivement, président communal et président du Commissariat aux comptes de la commune de Brazzaville.

Le président élu s'est dit ému de cette élévation. Il s'est exprimé en ces termes : « L'UMC est composée des professionnels. Je ne suis pas un infirmier, je suis un professionnel, auteur-compositeur-chanteur et grand danseur. L'UMC nationale comme communale n'est composée que des jeunes, des éléphanteaux et je suis l'éléphant. Je suis fier de travailler avec vous, mais

à condition que vous puissiez me faire travailler tout en me laissant les mains libres. Je ferai un effort de contacter tous les doyens de la musique de la commune de Brazzaville. Je les ferai venir pour que nous travaillions ensemble. Je dirigerai la commune, vous allez m'accompagner mais dans la discipline ».

Enfin, il a remercié le producteur des spectacles Beethoven Germain Henri Yombo pour sa disponibilité. Car, a-t-il dit, ce dernier est parmi ceux qui œuvrent pour la survie de la musique congolaise.

Le commissaire aux comptes, Parfait Young, a quant à lui manifesté le souhait de redorer le blason de la musique congolaise et particulièrement de la ville de Brazzaville.

Notons qu'après la mise en place des instances de Brazzaville, le bureau exécutif national mettra en place d'ici la fin de l'année, les instances dirigeantes des communes de Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Ouesso et des départements de la Likouala, Cuvette ouest et Cuvette centrale.

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE

La famille Ehouango-Bakaki, Ofoulakoua Célio annoncent aux parents, amis et connaissances que le programme relatif aux obsèques du colonel à la retraite Moïse Francis Ngouala se déroulera comme suit :

Mercredi 5 octobre 2016 :

-9h00 : levée de corps à la Morgue municipale de Brazzaville ;

-10h00 : recueillement au domicile familial, sis N° 18, rue Manianga à Talangaï ;

-12h00 : messe de requiem sera dite en l'église Saint-Jean-Baptiste de Talangaï ;

13h30 : départ pour le cimetière privé Bouka ;

-16h00 : retour et fin de cérémonie.



Jean Omer Ntady, David Ntady, Augustine Ntady Mayinga, Jean de Dieu Bob Ntady et la famille Kahounga ont le regret d'informer parents, amis et connaissances du décès de leur mère, fille et soeur Madeleine Ntsona, survenu le dimanche 25 septembre 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au N° 14, rue Banziri à Poto-Poto (réf. pharmacie Van Der).

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Mardi 4 octobre 2016 ;

-Recueillement au domicile familial ;

-Messe d'action de grâces en l'église Sainte-Anne du Congo ;

-Départ pour le cimetière Ma Campagne ;

-Fin de cérémonie.



Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites- Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décodeur-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ Africa eutelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

LES DESSOUS DE LA MARCHÉ DU 19 SEPTEMBRE

Le schéma machiavélique de l'opposition

Les différends discours populistes et incendiaires tenus par moult acteurs politiques de l'opposition se sont finalement traduits en actes, estime Kajepa Molobi, auteur d'une analyse pertinente sur les événements ayant ensanglanté Kinshasa, le 19 septembre. Pour cet intellectuel averti, l'intention réelle du « Rassemblement de forces politiques et sociales » de l'opposition, à travers sa marche hypocritement qualifiée de « pacifique », était de soulever le peuple contre les institutions à partir de Kinshasa.

Connu pour ses analyses pertinentes, le Congolais Kajepa Molobi vient de récidiver avec une réflexion parvenue aux Dépêches de Brazzaville sur les violences du 19 septembre ayant entraîné de nombreuses pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. L'analyse de cette crise, écrit-il, démontre que celle-ci n'a pas procédé d'un concours hasardeux des circonstances, il s'est plutôt agi de l'aboutissement d'un complot politique ourdi et préparé de longue date. Malgré les dénégations de certains, tout porte à croire qu'en arrière-fond de ces turbulences, d'il y a une semaine, se sont dessinées des velléités insurrectionnelles nettes qui prouvent à suffisance que le coup a été prémédité et bien monté, se convainc-t-il.

Sans ambages, Kajepa Molobi fait porter la responsabilité des dérapages ayant émaillé la marche du 19 septembre aux organisateurs. « L'envie d'en découdre avec un pouvoir qui a été jeté en pâture à la population afin de dresser celle-ci contre lui aura dicté aux manifestants, visiblement instrumentalisés, des agissements inciviques dans le dessein de conquête du pouvoir par des voies peu démocratiques. L'intention manifeste était de faire croire au souverain primaire que ses droits étaient violés et que le soulèvement était sa dernière planche de salut pour prétendre à un mieux-être », écrit-il.

Entre paix et violence

Et l'analyste de poursuivre : « Obnubilés par les appétences du pouvoir et n'écoutant que la voix de leur propre raison, les organisateurs de la marche ont donc délibérément occulté les vraies réalités techniques d'une bonne élection crédible et transparente pour vendre à leurs affidés l'illusion de la tenue de la présidentielle en novembre 2016 là où tous les experts s'accordent sur la nécessité d'une rallonge par rapport au délai constitutionnel réputé intenable. Tout porte donc à croire que l'objectif visé par cette marche prétendument pacifique était de plonger le pays dans le chaos et de faire tomber les institutions ».

L'analyste politique invite le peuple congolais aujourd'hui, écartelé dans l'alternative, à faire le choix, soit qu'il s'inscrit dans la logique de la paix en s'armant de patience pour espérer aller aux élections dans la quiétude et se choisir librement ses futurs dirigeants, soit

qu'il adhère de manière aveugle au schéma de la terre brûlée prôné par une certaine opposition avec tous ses corollaires en termes de destruction méchante et de pillage systématique de ce qu'il en reste encore de la République. Cette deuxième option qu'il considère comme « du pur et simple machiavélisme que toute personne censée ne peut soutenir », paraît à ses yeux comme suicidaire. Et il tire, d'ores et déjà, la sonnette d'alarme en invitant ses compatriotes à penser déjà à l'infiltration de notre jeunesse par les éléments du « balai citoyen » du Sénégal et « Y en a marre » du Burkina Faso, sans oublier les rencontres de l'Ile de Gorée et de Genval/Bruxelles.

Des signaux qui ne trompent pas

Le dessein macabre, avec un soubassement insurrectionnel, qu'avait nourri l'opposition lors de la marche du 19 septembre, apparaît au travers d'un certain nombre de faits que Kajepa Molobi égrène dans sa réflexion. En voici les grands traits : 1. Depuis un certain temps déjà, plusieurs détracteurs de l'opposition congolaise revenaient sans cesse, à la télévision, sur les menaces de chasser le pouvoir en place par la violence. 2. Dans le même ordre d'idées, leurs différends intervenants sur les plateaux de télévision ont, pendant longtemps, ressassé l'exemple de la force de la rue au Burkina Faso dans le but d'inculquer cette logique à la jeunesse congolaise pour renverser le pouvoir en place. 3. Les organisateurs n'ont pas respecté les consignes édictées la veille par l'autorité urbaine auxquelles eux-mêmes avaient souscrits quant à l'itinéraire de la marche. 4. La veille de la manifestation, des tracts séditeux ont été distribués dissuadant les élèves à ne pas se rendre à l'école avec, à la clé, la mise à contribution des réseaux sociaux dans le but de faire adhérer une large couche de la population kinoise à ce dessein macabre. 5. Alors que le point de rassemblement était fixé à l'échangeur de Limete où devaient converger les manifestants, ces derniers ont préféré emprunter d'autres voies en multipliant des points de ralliement sous l'œil complice des organisateurs. 6. Deux heures avant l'organisation de la marche, plusieurs quartiers de la ville étaient déjà livrés à la merci des manifestants qui se sont illustrés par des actes de vandalisme et de pillages de biens des particuliers. À grand

renfort des chants et slogans hostiles au régime en place, les manifestants cherchaient à s'offrir, via cette provocation, un prétexte pour justifier les troubles que pouvait impérativement générer une réaction musclée des forces de l'ordre et, de la sorte, s'adjuger gratuitement le statut de victimes. 7. Poussant l'outrecuidance à l'extrême, ces manifestants bien identifiés, à la solde des leaders de l'opposition, s'en sont pris sans respect aux symboles du pouvoir, jusqu'à détruire des biens publics tels que la stèle érigée au Pont Matete, des écoles publiques, le monument Lumumba etc. 8. La destruction méchante des sièges des partis politiques proches de la Majorité et surtout, la récupération d'armes et munitions dans certains commissariats de police ne laisse aucun doute sur la volonté de créer une situation chaotique susceptible de déstabiliser les institutions en place.

Du bourreau à la victime

Au-delà, les destructions ciblées des symboles de l'État en l'occurrence les écoles, les commissariats et les bâtiments de justice saccagés, brûlés, montrent que l'opération visait l'anéantissement prompt de l'État, se convainc Kajepa Molobi. Cependant et malheureusement, constate-t-il, « dans une large portion de l'opinion tant nationale qu'internationale, la tendance est de stigmatiser les forces de l'ordre qui auraient tiré à balles réelles sur les manifestants oubliant que certains policiers isolés dans le cadre de l'exécution de leurs missions ainsi que des vigiles avec autorisation de port d'armes ont été pris au dépourvu, désarmés, tabassés et, pour certains, assassinés ». Réduits à la défensive face à la horde des manifestants munis d'armes blanches, ces éléments de police, note-t-il, n'ont utilisé leur arme qu'en ultime recours après plusieurs sommations. Et l'analyste de trancher : « De toute évidence donc, c'est des manifestants qu'est venue la provocation, ou mieux le brin d'huile qui a allumé le feu ». Il est d'avis que l'opinion largement partagée tendant à faire passer le bourreau pour la victime dessert le gouvernement. Il l'exhorte à envisager comment y apporter la contradiction nécessaire afin que toute la lumière soit faite sur ces tristes événements et que les responsabilités des uns et des autres soient clairement établies. « C'est vraiment immoral, à la lumière de ce qui précède et tenant compte du bilan macabre de ces événements qui ont jeté l'émoi dans la population, de voir et de tolérer que malgré l'évidence des faits, l'opposition semble réussir son jeu en occultant son rôle de bourreau sous un faux statut de victime », conclut-il.

Alain Diasso

PARC AGRO-INDUSTRIEL DE BUKANGA-LONZO

Les agriculteurs s'accordent un droit d'inventaire

Le programme de construction des vingt-un sites agro-industriels à travers la RDC ne peut pas se poursuivre sans une évaluation préalable de l'importance, des résultats, de la plus-value réelle et de l'impact tant sur les communautés que l'agriculture familiale du projet pilote de Bukanga-Lonzo, ont fait savoir les milieux paysans de la RDC. Le 6 octobre, il se tiendra au Béatrice Hôtel le premier dialogue multi-acteurs sur ce thème. Il s'agit d'une journée de réflexion initiée par le Cadre de concertation de la société civile sur le foncier (Caco) à travers la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo (Conapac), avec l'appui de l'Initiative des droits et ressources (RRI).

L'implantation d'autres parcs agro-industriels dépendra du bilan de la première expérience du genre : le site de Bukanga-Lonzo à une centaine de kilomètre de Kinshasa dans l'ex-Bandundu. C'est le vœu des agriculteurs qui continuent à exprimer leurs doutes et inquiétudes sur l'atteinte des objectifs de départ du projet. En chiffres, Bukanga-Lonzo représentera un investissement de 500 millions de dollars américains d'ici à 2020. Toujours à cette échéance, le projet arrivera à écouler sur le marché une production de 200 000 tonnes. L'on parle de 40 000 tonnes de maïs par an, de 500 tonnes de légumes par jour et de 45 000 poulets par semaine. Le programme des parcs agro-industriels en RDC permet au gouvernement de satisfaire la double exigence de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire ainsi que la promotion d'une croissance durable. Selon des études, l'augmentation des rendements sont techniquement possibles si les investissements sont consentis dans les filières prioritaires à hauteur de 2,7 % pour le maïs, 2,5 % pour le riz, 3,2 % pour le manioc, 3 % pour le plantain et 6,5 % pour les cultures industrielles. « Un parc agro-industriel représente un paquet minimum de services aux entreprises, une concentration d'infrastructures de production intégrant les équipements et technologies appropriés pour soutenir l'ensemble de la chaîne de valeurs de l'activité agricole en respectant les standards internationaux », a affirmé Mususa Ulimwengu, Conseiller principal à la primature.

Un dialogue agricole

Est-il nécessaire de faire cette évaluation maintenant ? Pour les organisateurs du dialogue agricole placé d'ailleurs sous les auspices du Premier ministre Matata Ponyo, le projet de Bukanga-Lonzo nécessite une meilleure clarification de l'objectif des parcs afin de tirer des leçons pour la mise en œuvre effective du programme à travers le pays. L'objectif de la rencontre est d'informer toutes les parties prenantes sur le projet, de lever les équivoques sur la prise en compte des droits des communautés autour du parc et de tirer les leçons nécessaires pour alimenter la mise en œuvre des autres parcs. L'administration publique, les partenaires techniques et financiers, les chefs coutumiers, les représentants des communautés locales et même les médias vont participer massivement à ce dialogue qui se veut sans tabou. À ce propos, la primature devrait déléguer ses experts, notamment son conseiller principal Mususa Ulimwengu. Parmi les interventions, il est attendu l'exposé d'Ida Kamonji, DG du parc agro-industriel, sur le projet de Bukanga-Lonzo, partant de la sécurisation des terres à la mise en valeur du site. Au-delà, d'autres orateurs interviendront au cours de cette journée, notamment Aminata Maiga du Bureau international du travail en RDC sur le projet de création d'une entreprise de coopérative des ménages du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo. Enfin, Cristol Paluku de Land and global tool network abordera le thème de la sécurisation foncière des terres des communautés locales. Quant à la Conapac/Cnong, elle fera une présentation du document synthèse sur les impacts sociaux environnementaux du parc. Enfin, le RRN présentera les résultats de la cartographie participative des droits de la tenue des Communautés locales dans le parc. L'événement du 6 octobre pourrait aider effectivement à recadrer la politique des parcs en RDC. Il y va de la survie de 60 % des Congolais qui vivent exclusivement de l'agriculture. Le dialogue agricole devrait mettre fin aux derniers doutes. L'on espère également définir les axes d'une meilleure prise en compte des droits des communautés locales, des peuples autochtones et des femmes dans les grands projets d'investissement. Il n'est pas exclu qu'un accord soit négocié pour faciliter le travail avec les communautés locales et améliorer la collaboration avec les investisseurs dans le cadre des études d'impact et de la responsabilité sociétale des entreprises.

Laurent Essolomwa

PRÉSIDENTIELLE

La Céni la repousse en novembre 2018

Quant à la convocation de l'électorat pour les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales en une seule séquence, elle interviendra en novembre 2017, selon la centrale électorale qui s'en remet aux participants au dialogue.

« La convocation de l'électorat pour les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales en une seule séquence interviendra en novembre 2017 ». C'est l'essentiel de la communication que le président de la Céni a tenu à l'endroit des délégués au dialogue le 1er octobre. L'organisation de la présidentielle est, de ce fait, repoussée jusqu'à novembre 2018, a révélé Corneille Naanga alors qu'il présentait l'ébauche du nouveau calendrier électoral tel qu'élaboré par son institution. Il a déclaré n'avoir donné que des « indications » aux participants au dialogue national qui devront s'en servir comme base de travail. En un mot, la Céni consacre dans ce chronogramme un glissement



Corneille Naanga

de deux ans du mandat de l'actuel chef de l'État car, selon elle, plus ou moins cinq cent quatre jours à partir du 31 juillet 2017 sont suffisants pour faire face aux contraintes techniques liées

à l'organisation simultanée de la présidentielle, les législatives nationales et provinciales avec un nouveau fichier électoral disponible comptant près de quarante-cinq millions d'électeurs.

Il est à préciser que plusieurs écueils restent à surmonter pour parvenir à cette fin.

Il y a d'abord et avant tout l'adoption par le Parlement de la loi sur la répartition des sièges par

circonscription en fonction du nouveau fichier qui sera suivi par l'inscription des candidats aux différents scrutins (présidentiel, législatifs et provincial). Ce qui offrira à la Céni le prétexte de commander les bulletins de vote, recruter et former du personnel pour le bon déroulement du processus électoral. Ce qui astreint tous les acteurs politiques impliqués dans ce processus à faire preuve de responsabilité pour un atterrissage en douceur du processus électoral.

Comme il fallait s'y attendre, ce nouveau chronogramme de la Céni a été boudé par l'opposition qui y voit un stratagème pour maintenir Joseph Kabila le plus longtemps possible au pouvoir. « La Céni doit recevoir des assignations du dialogue et non faire ce qu'elle veut (...) Nous cherchons à résoudre la crise, le peuple n'attend pas la présidentielle au 25 novembre 2018 », a réagi Jean Lucien Busa, porte-parole de l'opposition au dialogue national.

Alain Diasso

DIVISION 1- PHASE DES GROUPES

V.Club soumet Dragons, Mazembe domine Don Bosco

La phase des poules du championnat national de football a bel et bien démarré dans la zone de développement ouest. En match de la deuxième journée, l'AS V.Club a difficilement battu, le 2 octobre, au stade des Martyrs de Kinshasa, l'AS Dragons par deux buts à zéro. De son côté, Mazembe a bien débuté la phase de poules avec une large victoire face à Don Bosco.

C'est le deuxième succès des Dauphins Noirs de Kinshasa conduits par l'entraîneur Florent Ibenge, après la victoire (3-0, buts du Malien Sidibe, du Rwandais Ernest Sugira et d'Ikanga Mayimona, alias Lampard) sur le FC MK en première journée. En première rencontre, le CS Rojolu et l'AS Veti Club se sont neutralisés par zéro but partout. L'on rappelle qu'en première journée le vendredi 30 septembre 2016 au stade des Martyrs, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a eu raison du Racing Club de Kinshasa (RCK) par deux buts à un. Jean-Marc Makusu Munde, transfuge de V.Club, a ouvert la marque pour les Immaculés à la 33e minute, avant que Kikwama n'ait inscrit le deuxième but à la 77e minute. Niemba a réduit l'écart sur penalty pour RCK. La formation de Shark XI FC s'imposait face à l'AS Ndombe de Bandundu sur son terrain par trois buts à un. Le jeudi au stade des Martyrs, Le FC Renaissance du Congo a engrangé ses premiers trois points de la Division 1 en soumettant le CS Rojolu par deux buts à zéro. Roddy Manga Dianzenza, Alias Sissoko et Robert Wilangi, alias Robot, ont inscrit les deux buts de la première victoire du club orange à l'élite du football national.

V.Club est déjà leader dans cette zone de développement avec six points en deux journées, suivi de Shark XI FC (3 points après un match), FC Re-

naissance du Congo (3 points en un match), Daring Club Motema Pembe (3 points après un match), Veti Club (2 points en deux matchs), Dragons (1 point en deux matchs), Rojolu (1 point en deux journées), AS Ndombe (1 point en deux matchs livrés), Racing Club de Kinshasa -RCK- (0 point après une journée), et FC MK (0 point après un match joué).

Dans la zone de développement est, Capaco de Beni s'est incliné face à Muungano par zéro but à un, avec un but sur penalty de Saidi Abedi à la 75e minute. Et Nkoy de Maniema a fait match à égalité d'un but partout avec Bukavu Dawa du Sud-Kivu. Rappelons que le CS Makiso de Kisangani a écopé d'un forfait contre l'OC Muungano en première journée à la suite de son absence à Bukavu le jour du match. Et DC Virunga de Goma a également remporté son match par forfait contre AS Nika de Kasongo (province du Maniema), absent au lieu de la rencontre au moment du coup d'envoi. Dans cette zone de développement, OC Muungano est premier avec 6 points en 2 matchs, suivi de DC Virunga qui totalise aussi 6 points 2 matchs. OC Bukavu Dawa occupe la deuxième place avec 4 points en 2 matchs, devant AS Dauphins Noir (3 points en 1 match), AS Nkoy (1 point en 2 matchs), CS Makiso (0 point après un match joué), Nika de Kasongo (0 point en 2 matchs) et AC Capaco de Beni (0 point en 2 matchs).

Lupopo risque le forfait...

Mazembe lance sa saison...

Sur le site développement centre sud, le match arrêté entre le FC Saint-Éloi Lupopo et Sa Majesté Sanga Balende au stade Frédéric Kibassa de Lubumbashi, alors que Sanga Balende menait au score par un but à zéro, une réalisation de Musinga. Le milieu de

terrain Mukoko Mayayi du club de Mbuji-Mayi, transfuge du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, aurait été tabassé lors des incidents et serait actuellement dans un centre hospitalier pour des soins. L'on attend donc la décision de la Ligue nationale de football (Linafoot) qui fait déjà face aux violences dans les stades dès les premières journées de la phase des groupes du championnat national de football. Le résultat a été suspendu. La Linafoot va certainement sévir. Pour sa part, le TP Mazembe a débuté la saison 2016-2017 de la Division 1 par une victoire. Le club adversaire de MO Bejaia d'Algérie en finale de la Coupe de la Confédération 2016, le club champion du Congo 2016 a battu, ce même 2 octobre 2016 dans son stade de Kamal City dans la commune de Kamalondo à Lubumbashi, la formation du CS Don Bosco, par trois buts à zéro. après un nul de zéro but partout à la fin de la première période, Mazembe a dicté sa loi en deuxième période. Entré en cours du jeu à la 54e minute à la place de Shavda Maisha, Jonathan Bolingi a ouvert le score à la 64e minute, imité par le maestro zambien Rainford Kalaba à la 66e minute. Et le troisième but a été l'oeuvre de Deo Kanda sur une frappe lourde sous la barre, après un assist de l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé.

À propos d'autres résultats, l'on retient que le FC Dibumba de Tshikapa a tenu en échec Lubumbashi Sport par un but partout, alors que New Soger a été accroché par FC Simba de Kolwezi, par un but partout. Sur ce site, Sanga Balende compte trois points issus de la victoire de la première journée contre FC Simba, alors que le résultat du match arrêté contre Lupopo a été suspendu. Mazembe également compte trois points en une journée.

Martin Enyimo

RDC

FFJ salue la libération du journaliste burundais Egide Mwemero

Ce professionnel de médias a été détenu pendant près d'une année en RDC.

L'organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse Freedom for journalist (FFJ) a salué la libération, le 1er octobre, du journaliste à Radio publique africaine (RPA), une station émettant à Bujumbura au Burundi, Egide Mwemero. Selon FFJ, qui l'a indiqué dans un communiqué du 2 octobre, Mwemero, qui a passé près d'une année de détention en RDC, a été accusé par le parquet d'espionnage et séjour irrégulier en RDC. « Les autorités provinciales avaient justifié son arrestation pour des raisons sécuritaires et accusé la radio de propager des propos menaçant sérieusement la paix au Burundi », a expliqué cette ONG.

À en croire cette organisation, début novembre 2015, le journaliste avait été transféré à Kinshasa où il a été incarcéré près d'un mois dans une prison militaire avant d'être transféré à la prison centrale de Makala, sans être présenté devant un tribunal. « Il était détenu dans les geôles de Kinshasa depuis dix mois après avoir été arrêté à Uvira, ville congolaise, frontalière avec le Burundi », a souligné FFJ, qui dit avoir été opposé à des démarches d'extradition entamées à son encontre en octobre dernier.

Arrêté le 13 octobre 2015 par des personnes se réclamant des services de renseignements de la RDC, le reporter, note-t-on, rendait visite à une radio congolaise partenaire, Le Messenger du peuple, qui diffusait depuis quelque temps un magazine politique produit par la RPA. FFJ souligne, par ailleurs, que le journaliste burundais avait été arrêté en compagnie de deux autres journalistes alors qu'ils réalisaient un magazine d'informations générales sur le Burundi en Kirundi, une langue commune, parlée au Sud-Kivu en RDC. Depuis le 5 octobre, a relevé cette organisation, les deux autres journalistes avaient été libérés, mais Egide Mwemero était, jusque-là, en détention.

Lucien Dianzenza

ENSEIGNEMENT

Le personnel invité à garantir la réussite de l'année scolaire 2016-2017

La séance de restitution de la 18^e session du Conseil national de l'éducation, de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation tenue du 12 au 14 septembre à Brazzaville a eu lieu le 1^{er} octobre sous la direction de Jean-Baptiste Sitou, directeur départemental de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire en présence d'Antoine Distel Baniakina, conseiller socio-culturel du préfet de la ville océane.

Du 12 au 14 septembre a eu lieu à Brazzaville la 18^e session du conseil de l'éducation marquée par la prise des décisions importantes afin d'améliorer les résultats scolaires et le rendement des enseignants.

Tour à tour, Jean-Baptiste Sitou et les inspecteurs de différents niveaux scolaires, Gaspard Lemoutou, Jean Delphin Iminou, Elfride Dyminat, Eugénie Ampion ont fait la restitution des assises de Brazzaville dont les travaux ont été axés sur la formation de l'homme et surtout le maintien de la discipline à l'école, de la qualité de l'éducation qui passe par l'éducation sans tricherie, a dit Jean-Baptiste Sitou, qui a ajouté que, comme l'an passé où l'accent a été mis sur l'éthique à l'école, les valeurs de l'école, la lutte contre la fraude, la tricherie, cette année aussi ce même travail doit se faire et même être accentué : « Nous avons dit au conseil que ces mesures qui ont été prises concernant, par exemple, l'uniformisation de la tenue scolaire doivent être

appliquées sans tergiverser et gare aux écoles qui s'obstinent à ne pas le faire. Des contrôles systématiques sont prévues du reste dans chaque établissement ». Et de poursuivre : « Nous avons réglementé les transferts, les inscriptions dans les établissements scolaires pour nous permettre de suivre la traçabilité du cursus scolaire de chaque enfant afin de limiter les dégâts aux examens d'État puisqu'il y a des enfants qui s'inscrivent dans certaines écoles privées ou publiques dans des niveaux qui ne sont pas les leurs et rencontrent des difficultés à la fin et cela se traduit par des résultats catastrophiques aux examens d'État ».

Ainsi, Anatole Collinet Makosso, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a donné des orientations pour que 2016-2017 soit couronnée de succès « Elles concernent beaucoup plus le personnel enseignant qui doit désormais se mettre au travail parce que le fondement d'une bonne éducation ou l'éducation de qualité passe par



Le préfet saluant le corps professoral au lycée Victor-Augagneur

le formateur, et le formateur nanti d'une formation initiale doit participer aux autres formations appelées formations continues tout au long du processus de l'année scolaire pour pouvoir nous produire de bons résultats en fin d'année et cette formation passe les visites de classe qui doivent être systéma-

tisées par des leçons d'essai, la ponctualité, l'assiduité et surtout les pratiques de la classe qui passent aussi par l'évaluation des enfants parce que les notions enseignées doivent être obligatoirement évaluées et puis sanctionnées par la note qui convient », a renchéri le directeur départemental de

l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation. À la fin de la réunion, Jean-Baptiste Sitou a donné à l'ensemble des équipes de maîtrise des directives pour une rentrée scolaire idéale de l'année 2016-2017.

Hervé Brice Mampouya

ÉDUCATION

La rentrée des classes 2016-2017 a été effective

Le préfet du département de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, accompagné de Jean Baptiste Sitou et de Jacqueline Concko, respectivement directeur départemental de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et directrice départementale de l'Enseignement technique et professionnel dudit département, qui avaient à leur côté des représentants des parents d'élèves et d'autres autorités scolaires et de la ville, ont visité le 3 octobre quelques écoles en vue de se rendre compte du début des cours marquant la rentrée scolaire à Pointe-Noire.

La visite préfectorale a débuté par le lycée Victor-Augagneur où la cérémonie de la levée des couleurs a eu lieu en présence du préfet et la suite de la délégation qu'il conduisait. La cérémonie marque ainsi le début effectif des cours dans le département de Pointe-Noire. Après le lycée Victor-Augagneur, le préfet de Pointe-Noire et sa suite ont aussi visité d'autres structures scolaires publiques de ce département, notamment le lycée Poaty-Bernard, le lycée technique commercial de l'OCH, les centres préscolaires 31 Décembre et Tié-Tié, l'école primaire du 31 décembre 1969, le CEG 30 mars 1970, le lycée 30 mars 1970 et l'école des sourds de Fouks.

S'exprimant à l'occasion



Jean-Baptiste Sitou, directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation de Pointe-Noire crédit photo «Adiac»

de cette visite, le préfet de Pointe-Noire a remercié les parents d'élèves qui ont compris qu'il faut envoyer les enfants à l'école dès le premier jour de la reprise des classes conformément au mot d'ordre

du gouvernement de la République. « Je voudrais à la faveur de cette première journée de la rentrée scolaire 2016-2017, vous adresser mes sincères félicitations. Les mêmes félicitations, je les adresse à l'endroit des parents d'élèves qui ont compris qu'il faut envoyer les enfants à l'école dès le premier jour de la rentrée des classes. La présence de plusieurs élèves, pendant cette première journée de la rentrée, marque le début de la première année scolaire de la nouvelle République. Ainsi tous ensemble, les élèves, les enseignants et les parents d'élèves, nous devons tous rompre avec les mauvaises habitudes et adopter les nouveaux comportements pour que nos enfants, les élèves, préparent correctement leur avenir. Mes félicitations vont à l'endroit du corps professoral et aux enseignants présents ici, eux qui ont compris que le travail doit nous amener plus loin ensemble vers le développement », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara

ACTION SOCIALE

Le MCDDI dote les enfants en kits scolaires

Yvon Claise Baboutana, président départemental du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), a offert le 1er octobre des kits scolaires à près de 200 enfants venus des 6 arrondissements de Pointe-Noire afin de bien aborder l'année scolaire 2016-2017.

Le geste de cœur et d'amour obéit aux idéaux du MCDDI qui s'articulent sur des vertus de partage et d'amour. « L'acte que nous venons de poser au siège départemental du MCDDI rentre dans le cadre de l'application de l'article 17 des statuts du MCDDI qui stipule que le MCDDI croit à l'existence des valeurs universelles celles de l'amour du prochain, le sens du partage et à l'esprit de famille. C'est en mettant en exergue cet article que nous avons pensé faire ce geste auprès des apprenants du département de Pointe-Noire, tous niveaux confondus du primaire au lycée. C'est ainsi que nous avons pris un échantillon de 25 enfants par arrondissement. Ce geste devait être fait par Euloge Landry Kolelas, président national du MCDDI, mais compte tenu de son calendrier chargé, il n'a pu fait le déplacement de Pointe-Noire ». Et d'ajouter : « Pour nous, ce geste est une façon de préparer les cadres



Le président départemental du MCDDI posant avec les enfants Crédit photo: Adiac»

de demain. Le Congo a besoin de cadres et des enfants bien formés. Pour ce faire, nous devons donc les assister et les préparer voilà pourquoi nous

avons pensé leur donner le peu que nous avons eu pour que cette année scolaire 2016-2017 soit une réussite au niveau des enfants ».

Le mot merci a résonné à la fin de l'activité dans la bouche de tous : parents et enfants qui, unanimement ont reconnu que c'est la première fois qu'ils reçoivent

du MCDDI des kits scolaires (cahiers, stylos, règles, livres, craies...) et ont souhaité d'autres gestes similaires à l'avenir.

Hervé Brice Mampouya

LETTRÉ CITOYENNE À L'OCCASION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2016-2017

**Chers collègues enseignants,
Chers élèves et parents d'élèves,
Chers responsables administratifs et pédagogiques,**

Après trois mois de vacances bien méritées, nous voici de nouveau sur le chemin de l'école pour l'année scolaire 2016-2017.

Comme l'année dernière, je vous fais cette exhortation sous forme de lettre citoyenne. Pour chacun de vous, enseignants, élèves, parents d'élèves, responsables administratifs et pédagogiques, le sérieux et la rigueur doivent être de mise.

Aux enseignants, je rappellerai toujours le caractère noble de notre profession dont la mission presque magique est de transmettre à l'élève les connaissances permettant son plein épanouissement. L'enseignement est tout un art, un métier qui ne peut être exécuté que par des professionnels, c'est-à-dire, des gens engagés, déterminés à mettre à jour leurs connaissances, à se perfectionner sans cesse, pour maîtriser de mieux en mieux les qualifications et les règles éthiques leur permettant d'atteindre les objectifs pédagogiques de façon efficace, pour le bien de la société. La grandeur de notre Nation en dépend. Tout enseignant doit donc savoir mesurer le poids de la responsabilité qui lui incombe dans la formation de l'élite de demain. C'est l'enseignant qui, partout dans le monde, tient le miroir de l'intelligence nationale.

A toi cher élève, je ne cesserai de te répéter que ton avenir est au bout de tes efforts soutenus et non entre les mains d'un charlatan ou d'un vendeur d'illusions. Si tu veux devenir «quelqu'un» demain et bénéficier de la reconnaissance de la Patrie, il te faut travailler sans relâche et sans complexe. Dis-toi que tu es intelligent et que tu as confiance en toi. Rassure-toi que tu n'as pas besoin de frauder pour passer en classe supérieure ou décrocher un diplôme.

Le Gouvernement a uniformisé la tenue scolaire dans toutes les écoles publiques et privées. Et d'ailleurs, le privé, en tant que tel, n'a pas d'enfants. Tous les enfants appartiennent à la République, donc à l'Etat. L'uniformisation de la tenue scolaire vous permettra de grandir dans l'amour, l'humilité, l'unité et la solidarité.

Ne prends donc pas cette mesure comme une privation de liberté; considère la plutôt comme un moyen de renforcer les liens entre vous, en milieu scolaire, comme une lutte contre la discrimination. Les établissements scolaires sont des lieux d'études et non des espaces où l'on vient exhiber ses gammes vestimentaires, aux allures d'un défilé de mode. La tenue scolaire la plus chère ne rend pas l'élève plus intelligent, loin de là. Le plus important pour toi, c'est ta tenue en classe et la tenue de ton intelligence, c'est-à-dire ton comportement face à l'enseignant et ta capacité d'appréhender les enseignements. Pour tout dire il ne s'agit pas seulement d'habiller ton corps, il s'agit aussi et surtout de bien habiller ton cerveau. La tenue de classe est une chose, la tenue en classe en est une autre.

Aux chers parents, vous savez que la première école de l'enfant, dès le berceau, c'est la cellule familiale. Voilà pourquoi, je vous renverrai toujours au grand pédagogue congolais, Antoine Ndinga Oba qui enseigne : « Il faut que les parents prennent leur responsabilité et aident les enseignants à réussir l'éducation de leur progéniture, car en ce moment, nous vivons dans une époque où l'éducation est l'une des questions les plus graves des sociétés et de leur survie. Elle est, de ce fait, une affaire trop grave pour être laissée à la seule discrétion des éducateurs ». (L'Enseignement en Afrique : cas du Congo, p.434).

Enfin aux responsables administratifs et pédagogiques, je recommande un comportement exemplaire et un suivi rigoureux des enseignements, en intensifiant les contrôles pédagogiques (visites de classes, animations pédagogiques, leçons d'essai, réunions des groupes de recherches pédagogiques). Ne vous laissez pas embarquer dans des pratiques inciviques. Je ne le dirai jamais assez: l'école n'est pas un marché ni l'instruction une marchandise.

Ensemble, allons plus loin encore dans la construction de notre école nouvelle que nous devons bâtir sur des valeurs véritablement républicaines.

Vive l'école congolaise.
Bonne année scolaire à tous.

Le ministre

Anatole Collinet Makosso

CAN U-17

Mission accomplie pour les Diables rouges

Les Congolais se sont imposés le 2 octobre 1-0 devant les Tanzaniens en match retour du dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations grâce à un but d'Edouard Mountou à la dernière minute. Ils valident ainsi leur qualification pour la phase finale qui se disputera au mois de mars prochain à Madagascar.

Cette qualification soulage le football national qui était sur trois tableaux cette saison. Les Diables rouges seniors n'ont pas pu se qualifier pour la CAN du Gabon, parce qu'ils se sont classés deuxièmes derrière la Guinée Bissau. Les juniors n'ont pas pu relever le défi de la qualification face aux Etalons du Burkina Faso à Brazzaville. Ils avaient laissé échapper leur chance de se qualifier pour le dernier tour dans les derniers instants du match. Les Diables rouges cadets étaient alors la dernière carte à jouer pour sauver la saison. Ils ont accompli la mission le dimanche au stade Alphonse-Massamba-Débat. La qualification leur tendait déjà les bras depuis le match aller disputé il y a deux semaines à Dar es Salam. Les cadets congolais avaient réussi en effet, à limiter les dégâts en ne s'inclinant que sur le score de 2-3. Il

ne leur restait qu'à remonter un but de retard pour obtenir le visa de Madagascar. Dans leurs propres installations, ils ont eu toutes les peines du monde pour y arriver. C'est Edouard Mountou qui a résolu à lui seul à la 90e minute, toutes les difficultés offensives des Diables rouges. Le remplaçant de Bercy Langa, bien lancé après une mauvaise relance de la défense de la Tanzanie, joue parfaitement bien le coup. Il perce la défense tanzanienne puis croise sa frappe dans la lucarne opposée de Ramadhan Awn Kabwili, le gardien tanzanien.

Bien avant son but, il avait la balle de match à la 81e minute. Edouard Mountou avait pourtant fait le plus dur en passant le rideau défensif de la Tanzanie. Il a malheureusement manqué le dernier geste devant le gardien tanzanien car sa frappe déviée fuyait

le cadre. Prince Mouandza a lui aussi constaté ce manque de réussite sur sa reprise de la tête à la 70e minute qui passait

une équipe de la Tanzanie qui a montré des belles aptitudes. Le seul bémol : elle n'a jamais inquiété le portier congolais.

ont tout donné jusqu'à la 89e minute avant qu'on marque ce but. Je pense que l'équipe a fait une bonne prestation



Une des actions manquées par les cadets congolais (Adiac)

au-dessus des buts. La seule frappe cadrée avant le but, celle de Beni Makouana à la 6e minute, a été détournée en corner par Ramadhan Awn Kabwili. Les Diables rouges ont certes gagné mais ils ont rencontré

« Nous avons travaillé dur avec les cadets pour atteindre cet objectif. Ce n'est pas du tout facile. Car nous avons rencontré une équipe de la Tanzanie qui a des joueurs de qualité. Je dois féliciter mes joueurs. Car ils

parce qu'elle avait beaucoup de pression sur elle », a commenté Paolo Berettini, le sélectionneur des Diables rouges U-17 dont le contrat expire en fin décembre

James Golden Eloué

Les directeurs départementaux de Sports en conclave à Brazzaville



Une vue des participants à la conférence. Crédit photo Adiac

Le ministre des Sports et de l'Education physique, Léon Alfred Opimbat, a ouvert les travaux de la conférence des responsables départementaux sous sa tutelle, ainsi que les directeurs des différentes installations sportives du pays. L'objectif de ce rendez-vous n'est autre que le renforcement des capacités verticales et horizontales des cadres dans la maîtrise aussi bien des enjeux de la gouvernance institutionnelle que sa gestion harmonieuse et sans heurts des installations sportives, a expliqué Léon Alfred Opimbat. « Autant nos partenaires du mouvement sportif notamment les fédérations sportives nationales vont entrer dans la nouvelle olympiade 2017-2020, par le renouvellement des instances dirigeantes de leurs structures, autant le ministère des Sports et de l'Education physique doit s'arrimer à cette nouvelle donne de la consolidation des acquis et de l'opérationnalisation pragmatique du développement du secteur », a-t-il dit.

Toujours dans son argumentaire, le ministre des Sports a rappelé que la municipalisation accélérée et les onzièmes Jeux africains ont permis au secteur du sport de disposer d'une armature physique et infrastructurelle nécessaire pour la construction de la performance sportive. Les directeurs départementaux et gestionnaires des dites infrastructures ont intérêt, voire l'obligation d'afficher leur volonté d'assurer une opérationnalisation programmatique en vue d'un suivi harmonieux, progressif et efficient pour la conquête et la reconquête de la performance. Les travaux de cette conférence ouverts lundi 3 octobre prendront fin ce mardi. Les conclusions qui y découleront permettront au public sportif d'en apprécier la teneur.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL DE KYOKUSHIN

Les athlètes de Brazzaville raflent des médailles



Les compétiteurs en compagnie du président de la fédération. Crédit photo Adiac

Les compétiteurs de la ville capitale ont remporté au total 4 médailles, dont une en or, deux en argent et une en bronze. Ceux de Pointe-Noire sont arrivés en deuxième position avec trois : deux en argent et une en bronze, suivis des athlètes du département de la Cuvette avec deux médailles.

Maître Daliche Nkouka, ceinture noire 1er dan, est celui qui a décroché sa médaille d'or, pour le compte de Brazzaville avec la plus grande facilité. Lors de la finale, en effet, l'adversaire qui devrait en découdre avec lui ne s'est malheureusement pas présenté sur le tatami, pourtant il a participé au tour préliminaire jusqu'en demi-finale. Une aubaine pour Daliche Nkouka, qui était prêt à toute éventualité : « Remporté la médaille d'or est le rêve de tout athlète dans une compétition. Je viens de le

réaliser en faisant un parcours sans défaite. L'absence de mon adversaire ne m'a pas facilité la tâche, je m'étais préparé en conséquence pour affronter qui que ce soit en toute sportivité », a fait savoir le médaillé d'or.

Le président de la Fédération congolaise de Kyokushin, Paul Mahounga, s'est satisfait de la tenue de ce championnat national auquel cinq départements ont pris part notamment : la Sangha, la Cuvette, le Niari, Pointe-Noire et Brazzaville. La Sangha et le Niari n'ont glané aucune

médaille. Il y a encore du travail à faire dans ces départements pour relever le niveau des compétiteurs. Même si, dans l'ensemble, le niveau n'était pas bon. « Le niveau technique des athlètes est faible. Nous l'avons observé dans les combats. Nous devons continuer à travailler dans la discipline pour que demain nous ayons des compétiteurs de haut niveau pour faire avancer le kyokushin congolais », a indiqué le président de la fédération. Après le championnat, la fédération se prépare à l'assemblée générale électorale qui se tiendra au cours de ce mois comme dans le reste des fédérations sportives nationales, en vue du renouvellement des instances dirigeantes.

R.N.M.